

**N° 126 – 2ème trim. 2006**  
**Juin 2006**



# Sommaire

---

	<b>Page</b>
Synthèse	3
<b>1. L'évolution monétaire et financière</b>	
1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière	5
1.1.1 Ensemble des actifs financiers	5
1.1.2 Dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte	6
1.1.3 Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures	8
1.1.4 Actifs financiers par agent économique	11
1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière	14
1.2.1 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place	14
1.2.2 Concours accordés par les établissements de crédit situés dans la zone d'émission	18
1.2.3 Concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission	22
1.3 La masse monétaire et ses contreparties	26
1.3.1 Les composantes de la masse monétaire	26
1.3.2 Les contreparties de la masse monétaire	27
1.4 L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédit locaux	28
1.4.1 Le financement des crédits bancaires	28
1.4.2 L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée	30
<b>2. Rappels des taux</b>	
2.1 Taux administrés	32
2.1.1 Taux d'intérêt légal	32
2.1.2 Taux d'intervention de l'IEOM	32
2.2 Taux du marché	32
2.2.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire	32
2.2.2 Taux de base bancaire de la Polynésie Française	33
2.3 Taux de l'usure	33
2.3.1 Crédits aux particuliers	33
2.3.2 Crédits aux personnes morales et aux personnes physiques	34
2.4 Enquête de l'IEOM sur le coût du crédit	34
2.4.1 Coût du crédit aux particuliers	34
2.4.2 Coût du crédit aux entreprises	35
<b>3. Autres activités de l'IEOM</b>	
3.1 L'émission de la monnaie fiduciaire	38
3.1.1 L'émission de billets CFP	38
3.1.2 L'émission de pièces CFP	39
3.2 Les systèmes d'échanges	40
3.3 Le refinancement	41

**Remarque liminaire**

*L'examen de la situation financière est centré sur l'analyse de l'ensemble des dépôts et des crédits enregistrés par les établissements de crédit et l'OPT pour le compte des divers agents non financiers (particuliers, entrepreneurs individuels, sociétés non financières, autres agents économiques et clientèle diverse).*

L'épargne en Polynésie française a connu un rythme de progression annuel plus soutenu au premier trimestre 2006 (+6,1 %) qu'en mars 2005 (+4,7 %). L'encours de l'ensemble des actifs financiers a atteint 409 milliards de F CFP au 31 mars 2006.

L'évolution favorable des actifs financiers a été homogène entre leurs principales composantes. Les placements liquides ont connu une hausse de 6,1 %, portée par la vigueur des dépôts à terme (+15,4 % en glissement annuel) et en dépit du tassement des comptes sur livret (-4 %). Les dépôts à vue ont enregistré un accroissement comparable de leur encours, de 6 %. Les placements à long terme quant à eux ont encore rencontré un succès certain sur les douze derniers mois (+6,5 %), mais toutefois en diminution par rapport à l'année précédente (+19,7 % en mars 2005).

Au 31 mars 2006, les particuliers étaient les principaux détenteurs de l'épargne collectée. Avec 60 % de l'ensemble des actifs financiers, ils ont enregistré une hausse de 5,6 % de leur encours. En revanche, les dépôts des sociétés non financières, concentrant 19 % du total, se sont réduits de 0,5 %.

L'ensemble des crédits accordés aux agents économiques polynésiens par le système bancaire local et les établissements de crédit hors zone d'émission a représenté 459,3 milliards de F CFP au premier trimestre 2006, contre 428,8 milliards un an auparavant. A l'instar de l'épargne polynésienne, le rythme de croissance annuel des passifs financiers enregistré en mars 2005 a été supérieur à celui de mars 2004 : +7,1 %, contre +5,9 %. Les banques locales constituent la plus importante source de financement de l'économie polynésienne avec une part de 82,3 % du total des crédits pour un encours de 378,2 milliards de F CFP.

Entre mars 2005 et mars 2006, l'octroi soutenu de crédits à l'habitat, +11,3 % sur la période, et de crédits de trésorerie, +12,3 %, a grandement contribué à l'essor des concours bancaires, au contraire des crédits d'équipement, dont l'encours s'est contracté de 2 %. Dans le même temps, la situation financière des agents économiques semble s'être détériorée. Ainsi, les découverts bancaires ont crû de 6,7 % et les créances douteuses nettes de 22,1 %. En outre, la part des créances douteuses brutes sur l'encours global est passée de 4,1 % à 4,6 %.

L'encours des particuliers, principaux emprunteurs du système bancaire polynésien avec 46 % des crédits bancaires accordés (soit 211,2 milliards de F CFP) a crû de 9,3 % en l'espace d'un an. Les crédits à l'habitat, premier poste des concours accordés (55,7 %) se sont inscrits en hausse de 9,9 % entre mars 2005 et mars 2006. Par ailleurs, en dépit du renchérissement de l'indice global des prix, la consommation des ménages s'est bien comportée au premier trimestre 2006, en témoigne l'augmentation des importations de biens d'équipement ménagers (+20 %) et de produits alimentaires (+8 %) et la progression de 9,5 % de l'encours des crédits de trésorerie des particuliers.

Les concours bancaires accordés aux entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) ont augmenté de 8,2 % en glissement annuel au premier trimestre 2006, contre +2,8 % un an plus tôt. Toutefois, l'accroissement des prêts sollicités par ces agents a servi au financement de leur cycle d'exploitation plutôt qu'à l'investissement dans leur appareil productif. Les crédits de trésorerie (25,5 % des concours octroyés aux entreprises), ont ainsi enregistré une progression sensible de leur encours (+14,4 %) alors que les crédits à l'équipement (32,3 % du total) n'ont guère évolué (-0,2 %).

L'encours des crédits accordés aux administrations publiques locales s'est établi à 63,5 milliards de F CFP au 31 mars 2006. Il s'est replié de 4,1 % en glissement annuel, en raison du recul de leur demande de crédits d'équipement.

La masse monétaire M3 s'est établie à 322,3 milliards de F CFP à fin mars 2006, s'inscrivant en hausse de 7 % par rapport au premier trimestre 2005 grâce aux accroissements conjugués des avoirs extérieurs (+8,6 %) et des engagements du système bancaire (+6,6 %).



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière

### 1.1.1 Ensemble des actifs financiers

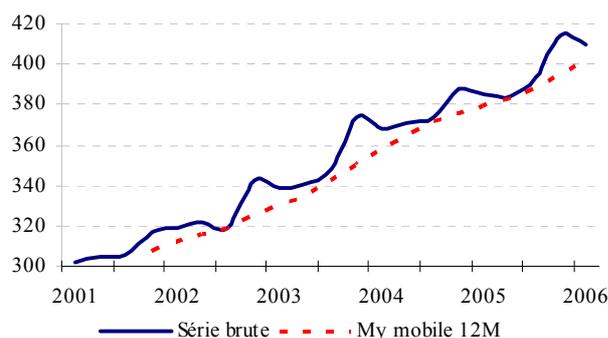
#### Commentaires :

Au 31 mars 2006, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques polynésiens a représenté un volume de 409 milliards de F CFP, en progression de 6,1 % en rythme annuel (385,3 milliards à fin mars 2005).

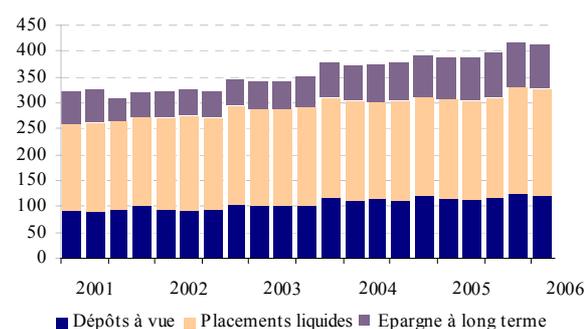
Les placements liquides, qui constituent près de la moitié des actifs, ont crû de 6,1 % sur la période (203,5 milliards de F CFP, contre 191,8 milliards en mars 2005), principalement en raison de la vigueur des dépôts à terme (+15,4 %), les comptes sur livret étant en retrait constant (-4 %). Pour leur part, les dépôts à vue ont également enregistré une évolution favorable (+6,1 %, à 121,3 milliards de F CFP). A plus long terme, les épargnants se sont tournés vers des produits à faible risque, tels que les plans d'épargne logement (+19,1 %) et l'assurance-vie (+11,3 %).

	Montant en millions de F CFP au					Variations en glissement annuel à fin		
	31/03/2005	30/06/2005	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	mars-05	sept-05	mars-06
<b>Actifs financiers.....</b>	<b>385 333</b>	<b>384 548</b>	<b>394 000</b>	<b>414 142</b>	<b>408 984</b>	<b>4,7%</b>	<b>5,4%</b>	<b>6,1%</b>
<b>Dépôts à vue.....</b>	<b>114 391</b>	<b>114 932</b>	<b>116 310</b>	<b>124 978</b>	<b>121 271</b>	<b>2,0%</b>	<b>3,6%</b>	<b>6,0%</b>
<b>Placements liquides.....</b>	<b>191 845</b>	<b>189 018</b>	<b>194 088</b>	<b>205 379</b>	<b>203 486</b>	<b>1,1%</b>	<b>2,4%</b>	<b>6,1%</b>
Comptes sur livret.....	80 244	78 956	78 104	78 605	77 068	0,8%	-5,1%	-4,0%
Cptes d'épargne logement.	250	254	251	250	253	6,6%	9,1%	1,3%
Dépôts à terme.....	75 764	74 382	78 851	82 580	87 422	5,2%	16,6%	15,4%
OPCVM monétaires.....	15 245	12 232	11 574	12 868	13 538	0,6%	-24,9%	-11,2%
Divers.....	20 343	23 193	25 308	31 076	25 205	-10,3%	5,2%	23,9%
<b>Epargne à long terme....</b>	<b>79 097</b>	<b>80 598</b>	<b>83 602</b>	<b>83 785</b>	<b>84 227</b>	<b>19,7%</b>	<b>16,0%</b>	<b>6,5%</b>
Actions - obligations.....	5 686	5 722	5 630	5 510	5 430	-3,0%	0,6%	-4,5%
OPCVM non monétaires..	29 591	29 965	30 144	28 753	29 225	24,4%	14,4%	-1,2%
Plans d'épargne logement	10 183	10 609	11 200	11 921	12 130	28,9%	26,5%	19,1%
Assurance-vie .....	33 637	34 302	36 628	37 601	37 442	17,9%	17,2%	11,3%

Ensemble des actifs financiers (en milliards de F CFP)



Répartition par type d'actif (en milliards de F CFP)



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.1.2 Dépôts collectés par les EC locaux pour leur propre compte

### Commentaires :

Au terme du premier trimestre 2006, l'encours des dépôts collectés par les banques et institutions financières pour leur propre compte s'est établi à 323,3 milliards de F CFP, en hausse de 7,4 % par rapport à mars 2006 (301,2 milliards de F CFP).

#### *Les dépôts à vue*

L'encours des dépôts à vue s'est élevé à 121,3 milliards de F CFP au 31 mars 2006, contre 114,4 milliards en mars 2005, en hausse de 6 % en l'espace d'un an.

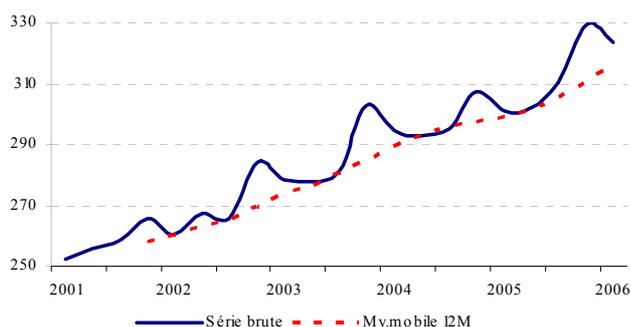
#### *Les placements liquides*

Avec un encours de 189,9 milliards de F CFP en mars 2006, les placements liquides (comptes sur livret, comptes d'épargne logement et autres placements liquides et à court terme) ont connu une augmentation de 7,6 % en glissement annuel.

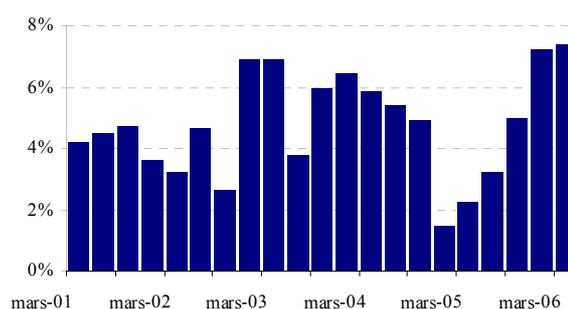
Les dépôts à terme ont continué d'afficher un certain dynamisme : entre mars 2005 et mars 2006, ils sont passés de 75,8 milliards de F CFP à 87,4 milliards, soit +15,4 %. A l'inverse, les comptes sur livrets ont enregistré un nouvel effritement de leur encours, de l'ordre de 4 %, s'établissant à 77,1 milliards de F CFP au 31 mars 2006. Pour leur part, les certificats de dépôts (+54,7 %) et, dans une moindre mesure, les bons de caisse (+5,8 %), ont connu une évolution favorable au cours des douze derniers mois.

Les plans d'épargne logement séduisent toujours autant les épargnants polynésiens, avec un taux de croissance annuel de 19,1 % pour un total de 12,1 milliards de F CFP.

**Dépôts collectés par les EC locaux**  
(en milliards de F CFP)



**Variations trimestrielles en glissement annuel**

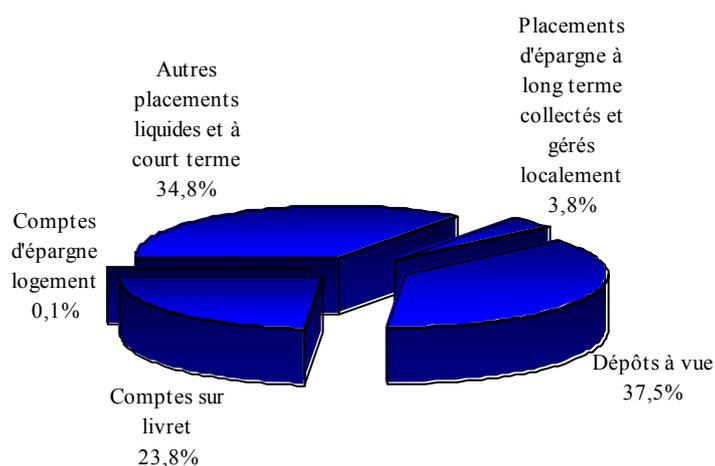


# 1. L'évolution monétaire et financière

## Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte (répartition par nature)

	Montant en millions de F CFP au					Variation en glissement annuel à fin		
	31/03/2005	30/06/2005	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	mars-05	sept.-05	mars-06
<b>Dépôts à vue</b>	<b>114 391</b>	<b>114 932</b>	<b>116 310</b>	<b>124 978</b>	<b>121 271</b>	<b>2,0%</b>	<b>3,6%</b>	<b>6,0%</b>
dont banques locales	107 368	108 779	109 800	118 380	111 183	-1,3%	3,5%	3,6%
<b>Comptes sur livret</b>	<b>80 244</b>	<b>78 956</b>	<b>78 104</b>	<b>78 605</b>	<b>77 068</b>	<b>1,6%</b>	<b>-5,1%</b>	<b>-4,0%</b>
Comptes d'épargne logement	250	254	251	250	253	-1,8%	9,1%	1,3%
<b>Autres placements liquides et à court terme</b>	<b>96 106</b>	<b>97 576</b>	<b>104 159</b>	<b>113 656</b>	<b>112 627</b>	<b>-1,5%</b>	<b>13,6%</b>	<b>17,2%</b>
Dépôts à terme	75 764	74 382	78 851	82 580	87 422	1,9%	16,6%	15,4%
Bons de caisse	12 801	12 789	12 220	13 590	13 538	0,1%	-12,7%	5,8%
Certificats de dépôts	7 542	10 405	13 088	17 486	11 667	-27,5%	29,9%	54,7%
<b>TOTAL DES DEPOTS INCLUS DANS M3</b>	<b>290 991</b>	<b>291 718</b>	<b>298 823</b>	<b>317 489</b>	<b>311 219</b>	<b>0,7%</b>	<b>4,3%</b>	<b>7,0%</b>
dont banques locales	283 969	285 565	292 313	310 891	301 131	-0,6%	4,3%	6,0%
<b>Placements d'épargne à long terme collectés et gérés localement</b>	<b>10 183</b>	<b>10 609</b>	<b>11 200</b>	<b>11 921</b>	<b>12 130</b>	<b>-4,0%</b>	<b>26,5%</b>	<b>19,1%</b>
Plans d'épargne logement	10 183	10 609	11 200	11 921	12 130	-4,0%	26,5%	19,1%
<b>TOTAL DES DEPOTS LOCAUX</b>	<b>301 174</b>	<b>302 328</b>	<b>310 023</b>	<b>329 410</b>	<b>323 349</b>	<b>0,5%</b>	<b>5,0%</b>	<b>7,4%</b>
dont banques locales	294 151	296 174	303 514	322 812	313 261	-0,7%	5,0%	6,5%

## Répartition des actifs financiers par nature au 31 mars 2006



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.1.3 Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

### Commentaires :

Le rythme de progression annuel de l'épargne collectée pour le compte d'institutions extérieures s'est ostensiblement ralenti en l'espace d'un an. L'encours global n'a progressé que de 1,1 % à fin mars 2006, contre +14,8 % en mars 2005. Avec 85,1 milliards de F CFP, ces placements ont compté pour 20,8 % de l'ensemble des actifs financiers.

#### Placements liquides et à court terme

Les placements liquides et à court terme, entièrement constitués d'OPCVM monétaires, ont enregistré un repli sensible de leur encours, de 14,7 %. Entre mars 2005 et mars 2006, ils sont passés de 15,2 milliards de F CFP à 13 milliards.

#### Placements d'épargne à long terme

L'intérêt porté par les épargnants polynésiens sur les placements à long terme s'est réduit au cours de l'année écoulée. S'élevant à 72,1 milliards de F CFP, ces derniers ont enregistré une hausse de 4,6 % au 31 mars 2006, contre +18,5 % à fin mars 2005.

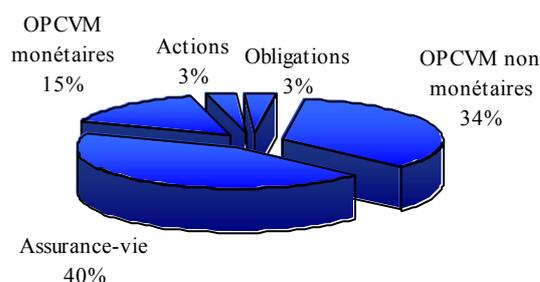
Seul l'assurance-vie<sup>1</sup> a constitué un produit d'épargne attractif aux yeux des agents économiques avec un encours passant de 33,6 milliards de F CFP à 37,4 milliards, soit +11,3 % en glissement annuel. Les placements en actions ont certes progressé de 4,5 % sur la même période, mais leur valeur, 2,7 milliards de F CFP, reste marginale.

A l'inverse, l'encours des OPCVM non monétaires s'est replié de 1,2 % et celui des obligations de 11,8 % entre mars 2005 et mars 2006.

### Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

	Montant en millions de F CFP au					Variation en glissement annuel		
	31/03/2005	30/06/2005	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	mars-05	sept-05	mars-06
<b>Placements liquides et à court terme</b>	<b>15 245</b>	<b>12 232</b>	<b>11 574</b>	<b>12 868</b>	<b>13 002</b>	<b>0,6%</b>	<b>-24,9%</b>	<b>-14,7%</b>
OPCVM monétaires	15 245	12 232	11 574	12 868	13 002	0,6%	-24,9%	-14,7%
<b>Placements d'épargne à long terme</b>	<b>68 914</b>	<b>69 989</b>	<b>72 401</b>	<b>71 864</b>	<b>72 097</b>	<b>18,5%</b>	<b>14,6%</b>	<b>4,6%</b>
Actions	2 538	2 665	2 629	2 644	2 653	4,2%	14,5%	4,5%
Obligations	3 148	3 057	3 001	2 866	2 778	-8,2%	-9,0%	-11,8%
OPCVM non monétaires	29 591	29 965	30 144	28 753	29 225	24,4%	14,4%	-1,2%
Assurance-vie	33 637	34 302	36 628	37 601	37 442	17,9%	17,2%	11,3%
<b>TOTAL DE L'EPARGNE GEREE HZE</b>	<b>84 159</b>	<b>82 221</b>	<b>83 976</b>	<b>84 732</b>	<b>85 099</b>	<b>14,8%</b>	<b>6,8%</b>	<b>1,1%</b>

### Répartition des placements par produits au 31 mars 2006



<sup>1</sup> Il convient de préciser qu'une partie seulement des produits d'« assurances-vie » est collectée par les établissements de crédit.

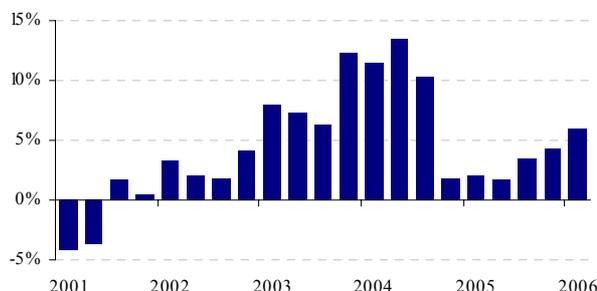
## L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS

### Dépôts à vue

**Encours**  
(en milliards de F CFP)

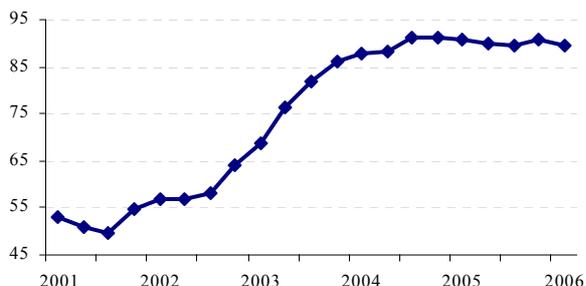


**Variations trimestrielles**  
(en glissement annuel)

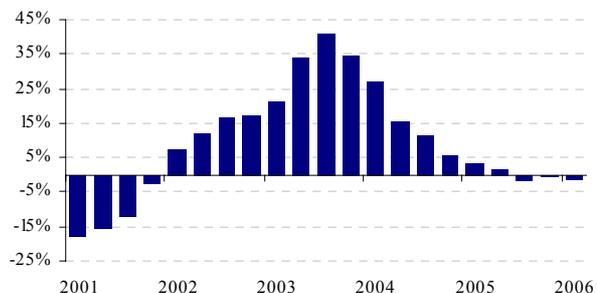


### Comptes d'épargne à régime spécial

**Encours**  
(en milliards de F CFP)



**Variations trimestrielles**  
(en glissement annuel)

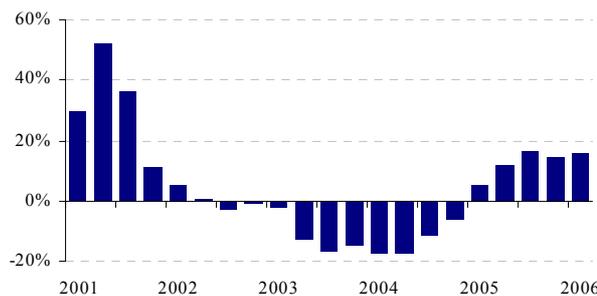


### Comptes créditeurs à terme

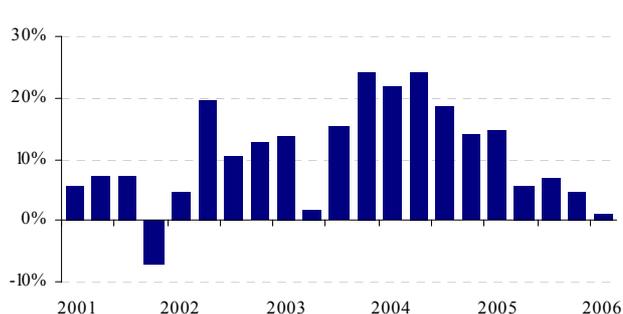
**Encours**  
(en milliards de F CFP)



**Variations trimestrielles**  
(en glissement annuel)



### Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

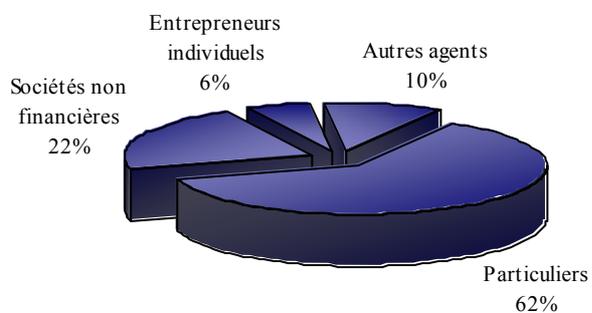


# 1. L'évolution monétaire et financière

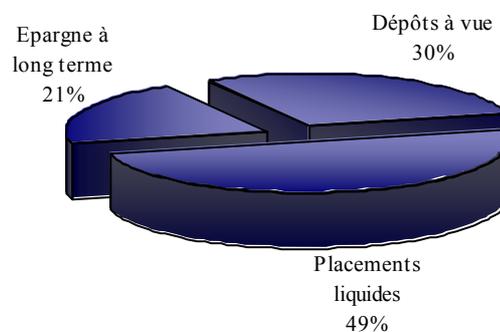
---

## REPARTITION DE L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS AU 31 MARS 2006

### Par agent économique



### Par catégorie de produits



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.1.4 Actifs financiers par agent économique

### DÉPÔTS COLLECTÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS LOCAUX POUR LEUR PROPRE COMPTE

	Montant en millions de F CFP au						Variation en glissement annuel à fin		
	31/03/05	Parts	30/09/05	Parts	31/03/06	Parts	mars-05	sept-05	mars-06
<b>Dépôts à vue</b>	<b>114 392</b>		<b>116 310</b>		<b>121 271</b>		<b>2,0%</b>	<b>3,6%</b>	<b>6,0%</b>
Sociétés non financières	44 411	39%	40 453	35%	42 030	35%	4,7%	- 1,6%	- 5,4%
Entrepreneurs individuels	11 861	10%	12 818	11%	11 082	9%	5,6%	2,0%	- 6,6%
Particuliers	48 816	43%	52 398	45%	52 308	43%	2,1%	11,3%	7,2%
Autres agents résidents	7 239	6%	8 915	8%	14 284	12%	-23,4%	-14,4%	97,3%
Non résidents	2 064	2%	1 725	1%	1 567	1%	65,0%	50,0%	-24,1%
<b>Autres dépôts</b>	<b>169 059</b>		<b>169 425</b>		<b>178 281</b>		<b>- 2,8%</b>	<b>3,2%</b>	<b>5,5%</b>
Sociétés non financières	29 750	18%	29 127	17%	31 859	18%	4,9%	1,0%	7,1%
Entrepreneurs individuels	10 710	6%	8 949	5%	10 043	6%	-15,0%	-15,6%	- 6,2%
Particuliers	122 627	73%	124 683	74%	129 903	73%	- 3,7%	5,2%	5,9%
Autres agents résidents	4 015	2%	4 570	3%	4 155	2%	- 9,4%	- 7,8%	3,5%
Non résidents	1 957	1%	2 096	1%	2 322	1%	76,2%	70,7%	18,6%
<b>Total des dépôts locaux à CT (hors CDD)</b>	<b>283 450</b>		<b>285 735</b>		<b>299 552</b>		<b>-</b>	<b>3,4%</b>	<b>5,7%</b>
<b>Placements d'épargne à long terme collectés et gérés localement</b>	<b>10 183</b>		<b>11 200</b>		<b>12 130</b>		<b>28,9%</b>	<b>26,5%</b>	<b>19,1%</b>
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	470	5%	521	5%	551	5%	29,1%	23,5%	17,3%
Particuliers	9 713	95%	10 679	95%	11 579	95%	28,9%	26,7%	19,2%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total des dépôts locaux à LT</b>	<b>10 183</b>		<b>11 200</b>		<b>12 130</b>		<b>28,9%</b>	<b>26,5%</b>	<b>19,1%</b>
Sociétés non financières	74 160	25%	69 580	23%	73 889	24%	4,8%	- 0,5%	- 0,4%
Entrepreneurs individuels	22 571	8%	22 288	8%	21 125	7%	- 5,3%	- 5,5%	- 6,4%
Particuliers	171 443	58%	187 760	63%	182 211	58%	- 2,1%	7,9%	6,3%
Autres agents résidents	11 254	4%	13 485	5%	18 439	6%	-18,9%	-12,3%	63,8%
Non résidents	4 021	1%	3 821	1%	3 889	1%	70,3%	60,7%	- 3,3%
<b>Certificats de dépôts (CDD)</b>	<b>7 542</b>		<b>13 088</b>		<b>11 667</b>		<b>-12,5%</b>	<b>29,9%</b>	<b>54,7%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>301 175</b>		<b>310 023</b>		<b>323 349</b>		<b>2,2%</b>	<b>5,0%</b>	<b>7,4%</b>

### ÉPARGNE COLLECTÉE LOCALEMENT ET GÉRÉE PAR DES INSTITUTIONS EXTÉRIEURES (hors zone d'émission)

#### Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures (hors zone d'émission)

Montant en millions de F CFP au	Montant en millions de F CFP au						Variation en glissement annuel à fin		
	31/03/05	Parts	30/09/05	Parts	31/03/06	Parts	mars-05	sept-05	mars-06
<b>Total</b>	<b>84 159</b>		<b>83 976</b>		<b>85 099</b>		<b>14,8%</b>	<b>6,8%</b>	<b>1,1%</b>
Sociétés non financières	3 507	4%	2 692	3%	3 360	4%	-28,9%	-22,6%	- 4,2%
Entrepreneurs individuels	955	1%	983	1%	1 036	1%	275,8%	9,8%	8,5%
Particuliers	58 551	70%	60 383	72%	60 642	71%	5,2%	4,2%	3,6%
Autres agents résidents	21 146	25%	19 918	24%	20 062	24%	69,1%	22,2%	- 5,1%

#### Commentaires :

Au 31 mars 2006, la structure de l'épargne par agent économique apparaît comme suit :

- les particuliers détiennent 58 % du total des dépôts des établissements de crédit locaux et 71 % de ceux gérés par des institutions extérieures, avec des encours respectifs de 182,2 et 60,6 milliards de F CFP ;
- les sociétés non financières détiennent 24 % de l'encours des dépôts collectés par les banques locales (73,9 milliards de F CFP) et 4 % de celui géré par les établissements situés hors de la zone d'émission (3,4 milliards) ;
- le reste des agents (entrepreneurs individuels, non résidents et collectivités publiques) représente globalement 18 % de l'encours total des dépôts collectés localement.

# 1. L'évolution monétaire et financière

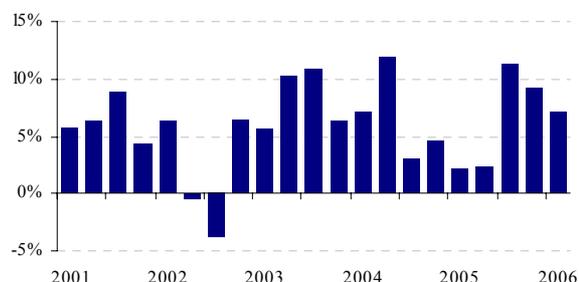
## LES ACTIFS FINANCIERS DES PARTICULIERS

### Dépôts à vue

**Encours**  
(en milliards de F CFP)

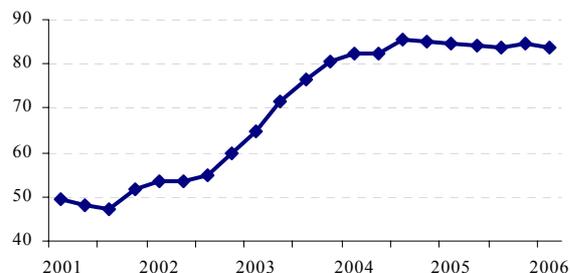


**Variations trimestrielles**  
(en glissement annuel)

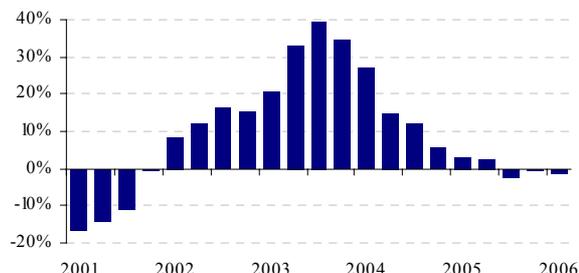


### Comptes d'épargne à régime spécial

**Encours**  
(en milliards de F CFP)



**Variations trimestrielles**  
(en glissement annuel)

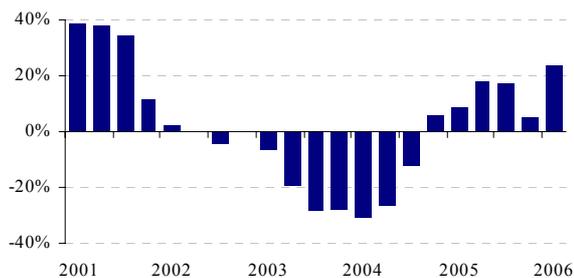


### Comptes créditeurs à terme

**Encours**  
(en milliards de F CFP)



**Variations trimestrielles**  
(en glissement annuel)

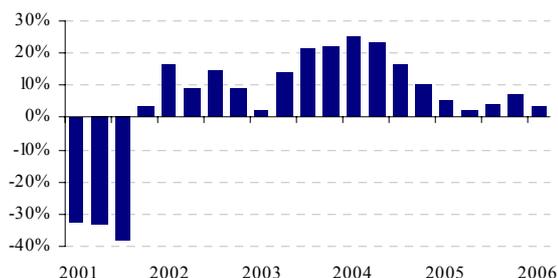


### Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

**Encours**  
(en milliards de F CFP)

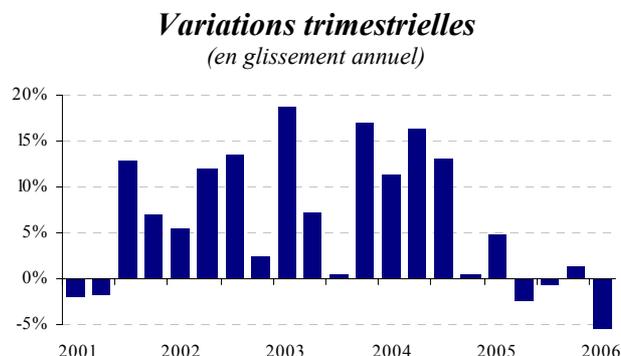
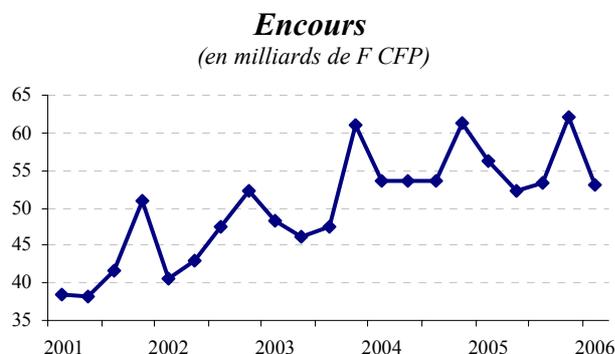


**Variations trimestrielles**  
(en glissement annuel)

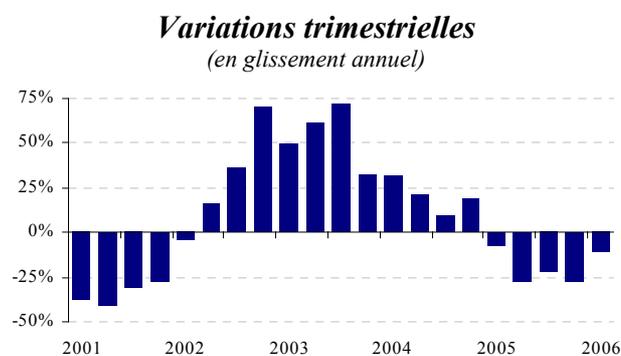
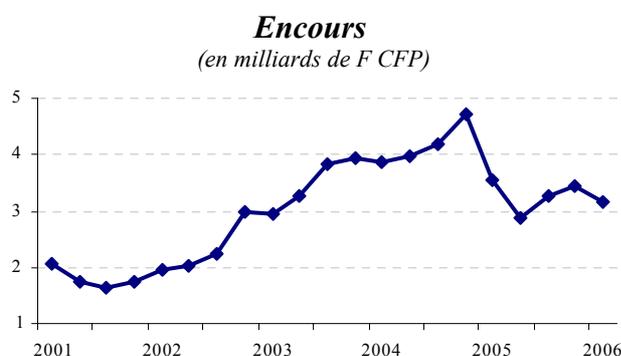


## LES ACTIFS FINANCIERS DES ENTREPRISES (sociétés financières et entrepreneurs individuels)

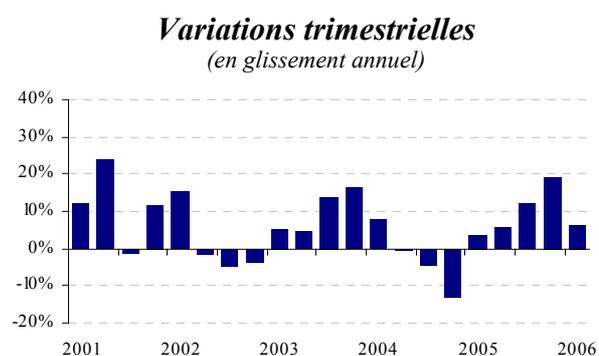
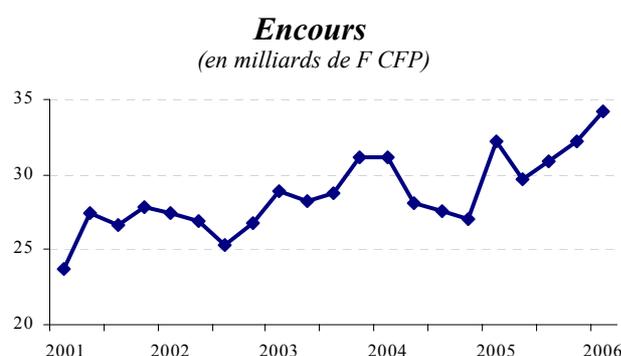
### Dépôts à vue



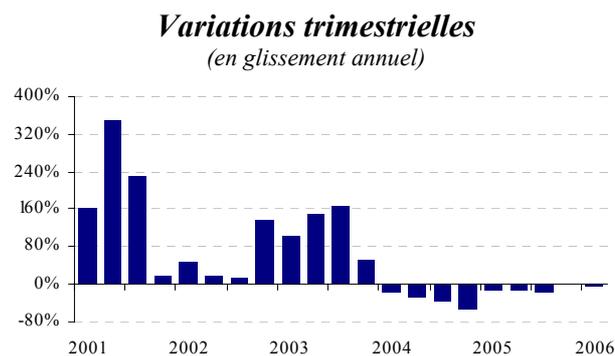
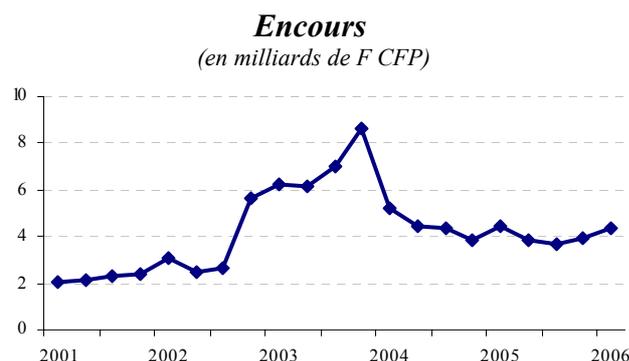
### Comptes d'épargne à régime spécial



### Comptes créditeurs à terme



### Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière

### 1.2.1 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place

#### Commentaires :

Au 31 mars 2006, l'encours des concours de caractère bancaire octroyés sur la place s'est élevé à 459,3 milliards de F CFP, dont 82,3 % ont été accordés par des établissements situés dans la zone d'émission. Son rythme de progression a été de 7,1 % sur les douze derniers mois, contre 5,9 % entre mars 2003 et mars 2004. Il est principalement réparti entre les crédits à l'habitat (30,1 % du total), de trésorerie (26,9 %) et à l'équipement (23,8 %).

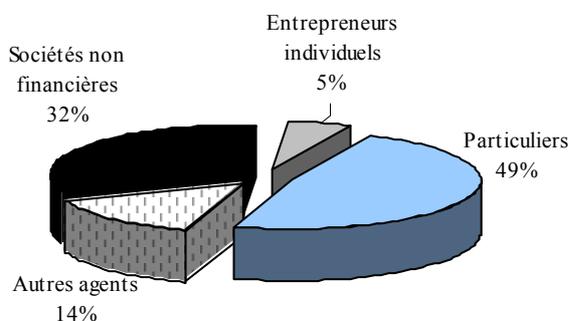
Premier poste de crédits distribués, les crédits à l'habitat ont connu une croissance soutenue en l'espace d'un an, avec +11,3 %. Au terme du premier trimestre 2006, ils ont représenté 138,1 milliards de F CFP, contre 124,1 milliards il y a un an.

Sur la même période, les crédits de trésorerie ont également connu une forte hausse de leur encours, passant de 109,9 milliards de F CPF en mars 2005 à 123,4 milliards en mars 2006, soit +12,3 %. Le recours à ce mode de financement s'est particulièrement accru pour les entreprises, sociétés non financières et entreprises individuelles confondues (+14,4 %).

S'élevant à 109,3 milliards de F CFP au 31 mars 2006, les crédits à l'équipement se sont contractés de 2 % par rapport au premier trimestre 2005. Si l'encours des entreprises a stagné sur cette période (-0,2 %), celui des autres agents résidents, essentiellement constitués d'administrations publiques locales, s'est réduit de 4,1 %.

Les indicateurs de vulnérabilité ont connu une évolution défavorable au cours des douze derniers mois. Ainsi, les découverts bancaires ont crû de 6,7 % et les créances douteuses nettes de 22,1 %. Pour sa part, la part des créances douteuses brutes sur l'encours global est passée de 4,1 % à 4,6 %.

#### Ventilation par agent économique de l'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place au 31 mars 2006



# 1. L'évolution monétaire et financière

## CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE

(toutes zones d'émission confondues)

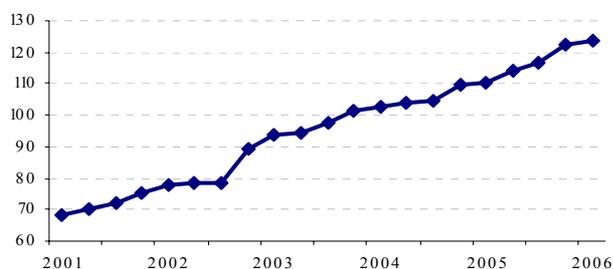
Montants en millions de F CFP						Variations annuelles en %			Parts en %		
	31/03/2005	30/06/2005	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	31/03/2005	30/09/2005	31/03/2006	31/03/2005	30/09/2005	31/03/2006
<b>Créances commerciales</b>	<b>2 639</b>	<b>3 194</b>	<b>3 317</b>	<b>3 649</b>	<b>2 696</b>	<b>-13,2%</b>	<b>-14,4%</b>	<b>2,2%</b>	<b>0,6%</b>	<b>0,8%</b>	<b>0,6%</b>
Sociétés non financières	2 487	2 997	3 085	3 376	2 494	-12,3%	-16,2%	0,3%	0,6%	0,7%	0,5%
Entrepreneurs individuels	152	197	232	217	191	-24,4%	24,1%	25,7%	0,0%	0,1%	0,0%
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	0	0	0	56	11	-	-	-	-	-	-
Non résidents	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits de trésorerie</b>	<b>109 922</b>	<b>113 795</b>	<b>116 499</b>	<b>122 538</b>	<b>123 391</b>	<b>7,0%</b>	<b>11,5%</b>	<b>12,3%</b>	<b>25,6%</b>	<b>26,6%</b>	<b>26,9%</b>
Sociétés non financières	31 882	33 283	35 386	37 691	35 958	6,8%	22,6%	12,8%	7,4%	8,1%	7,8%
Entrepreneurs individuels	4 805	5 372	5 557	6 081	6 010	- 4,2%	13,7%	25,1%	1,1%	1,3%	1,3%
Particuliers	70 680	71 787	72 628	75 641	77 405	7,6%	6,9%	9,5%	16,5%	16,6%	16,9%
Autres agents résidents	2 523	3 325	2 893	3 097	3 817	16,8%	6,3%	51,3%	0,6%	0,7%	0,8%
Non résidents	32	29	35	28	201	54,7%	- 2,8%	518,7%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Crédits à l'équipement</b>	<b>111 560</b>	<b>110 548</b>	<b>106 954</b>	<b>108 665</b>	<b>109 285</b>	<b>3,4%</b>	<b>- 0,8%</b>	<b>- 2,0%</b>	<b>26,0%</b>	<b>24,4%</b>	<b>23,8%</b>
Sociétés non financières	48 222	48 091	45 516	46 717	48 029	0,4%	3,2%	- 0,4%	11,2%	10,4%	10,5%
Entrepreneurs individuels	5 006	5 134	5 067	5 111	5 118	- 8,9%	- 2,2%	2,2%	1,2%	1,2%	1,1%
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	56 383	55 358	54 306	54 609	54 056	3,7%	- 3,9%	- 4,1%	13,1%	12,4%	11,8%
Non résidents	1 949	1 965	2 065	2 228	2 082	-	3,7%	6,8%	0,5%	0,5%	0,5%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>124 111</b>	<b>127 597</b>	<b>130 881</b>	<b>136 110</b>	<b>138 127</b>	<b>7,5%</b>	<b>8,9%</b>	<b>11,3%</b>	<b>28,9%</b>	<b>29,9%</b>	<b>30,1%</b>
Sociétés non financières	10 681	10 944	11 586	12 519	12 709	23,1%	20,6%	19,0%	2,5%	2,6%	2,8%
Entrepreneurs individuels	5 060	5 186	5 448	5 648	5 960	12,4%	14,4%	17,8%	1,2%	1,2%	1,3%
Particuliers	107 105	110 188	113 371	116 240	117 738	5,5%	8,2%	9,9%	25,0%	25,9%	25,6%
Autres agents résidents	959	900	82	1 275	1 268	41,8%	-89,2%	32,2%	0,2%	0,0%	0,3%
Non résidents	304	379	394	428	452	174,3%	60,2%	48,5%	0,1%	0,1%	0,1%
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>20 471</b>	<b>19 140</b>	<b>22 125</b>	<b>20 388</b>	<b>21 846</b>	<b>3,0%</b>	<b>11,2%</b>	<b>6,7%</b>	<b>4,8%</b>	<b>5,1%</b>	<b>4,8%</b>
Sociétés non financières	14 152	13 374	16 899	14 572	16 543	3,5%	26,8%	16,9%	3,3%	3,9%	3,6%
Entrepreneurs individuels	1 215	1 499	1 556	1 556	1 384	-26,1%	20,2%	13,9%	0,3%	0,4%	0,3%
Particuliers	3 431	3 546	3 526	3 828	3 623	- 2,9%	5,7%	5,6%	0,8%	0,8%	0,8%
Autres agents résidents	1 342	691	116	394	260	33,0%	-92,2%	-80,6%	0,3%	0,0%	0,1%
Non résidents	330	30	28	38	36	ns	-93,8%	-89,1%	0,1%	0,0%	0,0%
<b>Autres crédits</b>	<b>39 465</b>	<b>42 073</b>	<b>37 297</b>	<b>41 734</b>	<b>40 659</b>	<b>11,2%</b>	<b>- 4,8%</b>	<b>3,0%</b>	<b>9,2%</b>	<b>8,5%</b>	<b>8,9%</b>
Sociétés non financières	20 405	22 361	18 773	23 276	22 322	- 7,1%	-20,3%	9,4%	4,8%	4,3%	4,9%
Entrepreneurs individuels	3 947	3 750	3 538	3 887	3 817	23,2%	-11,3%	- 3,3%	0,9%	0,8%	0,8%
Particuliers	9 553	9 849	9 959	8 884	8 874	26,4%	17,0%	- 7,1%	2,2%	2,3%	1,9%
Autres agents résidents	4 976	5 315	4 233	3 537	3 522	80,8%	57,1%	-29,2%	1,2%	1,0%	0,8%
Non résidents	585	798	794	2 150	2 124	ns	ns	ns	0,1%	0,2%	0,5%
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>6 689</b>	<b>6 114</b>	<b>6 444</b>	<b>7 532</b>	<b>8 165</b>	<b>19,6%</b>	<b>-11,1%</b>	<b>22,1%</b>	<b>1,6%</b>	<b>1,5%</b>	<b>1,8%</b>
Sociétés non financières	1 770	1 566	1 866	1 864	2 558	-23,0%	-28,2%	44,5%	0,4%	0,4%	0,6%
Entrepreneurs individuels	2 222	1 156	1 223	1 415	1 362	102,1%	- 0,8%	-38,7%	0,5%	0,3%	0,3%
Particuliers	2 523	3 216	3 196	3 627	3 609	15,7%	- 1,7%	43,1%	0,6%	0,7%	0,8%
Autres agents résidents	7	7	4	488	491	-32,3%	-63,6%	ns	0,0%	0,0%	0,1%
Non résidents	166	168	155	138	145	ns	- 1,3%	-12,6%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Autres concours non ventilés</b>	<b>2 890</b>	<b>1 860</b>	<b>1 966</b>	<b>1 928</b>	<b>2 079</b>	<b>-21,4%</b>	<b>-50,7%</b>	<b>-28,1%</b>	<b>0,7%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,5%</b>
<b>TOTAL NET</b>	<b>417 747</b>	<b>424 321</b>	<b>425 482</b>	<b>442 544</b>	<b>446 248</b>	<b>6,1%</b>	<b>4,7%</b>	<b>6,8%</b>	<b>97,4%</b>	<b>97,2%</b>	<b>97,2%</b>
Sociétés non financières	129 600	132 616	133 111	140 015	140 613	2,2%	6,1%	8,5%	30,2%	30,4%	30,6%
Entrepreneurs individuels	22 409	22 294	22 621	23 915	23 842	6,3%	5,0%	6,4%	5,2%	5,2%	5,2%
Particuliers	193 292	198 586	202 680	208 220	211 249	7,4%	8,6%	9,3%	45,1%	46,3%	46,0%
Autres agents résidents	66 190	65 596	61 633	63 456	63 425	8,6%	- 5,1%	- 4,2%	15,4%	14,1%	13,8%
Non résidents	3 367	3 369	3 471	5 010	5 040	2205,8%	5,2%	49,7%	0,8%	0,8%	1,1%
non ventilés par agents résidents	2 890	1 860	1 966	1 928	2 079	111,5%	311,5%	511,5%	0,7%	0,4%	0,5%
<b>Provisions non ventilées</b>	<b>11 095</b>	<b>13 351</b>	<b>12 374</b>	<b>12 399</b>	<b>13 065</b>	<b>- 1,8%</b>	<b>6,9%</b>	<b>17,8%</b>	<b>2,6%</b>	<b>2,8%</b>	<b>2,8%</b>
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>428 841</b>	<b>437 672</b>	<b>437 856</b>	<b>454 943</b>	<b>459 313</b>	<b>5,9%</b>	<b>4,7%</b>	<b>7,1%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Taux créances douteuses brutes	4,1%	4,4%	4,3%	4,4%	4,6%	2,2%	1,2%	11,5%			
Taux de provisionnement	62,4%	68,6%	65,8%	62,2%	61,5%	- 5,3%	0,2%	- 1,4%			

# 1. L'évolution monétaire et financière

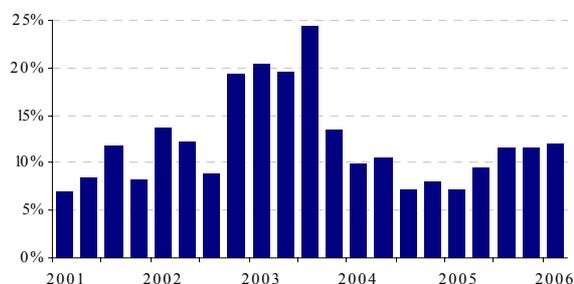
## LES CONCOURS DE CARACTERE BANCAIRE ACCORDÉS SUR LA PLACE

### Crédits de trésorerie

**Encours**  
(en milliards de F CFP)



**Variations trimestrielles**  
(en glissement annuel)

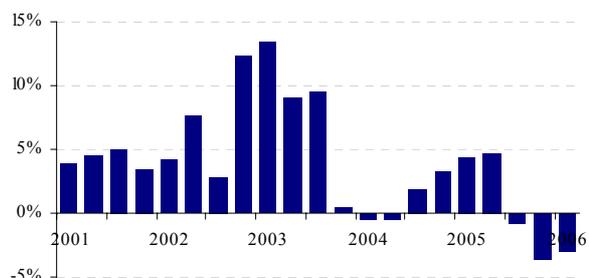


### Crédits à l'équipement

**Encours**  
(en milliards de F CFP)

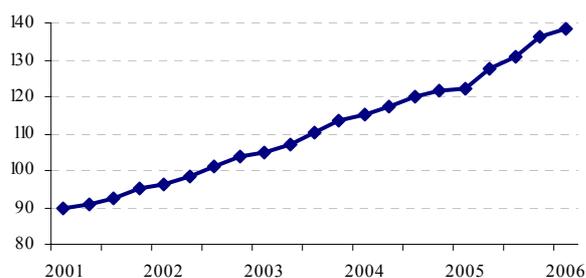


**Variations trimestrielles**  
(en glissement annuel)

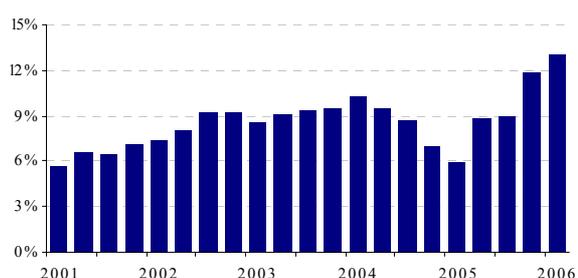


### Crédits à l'habitat

**Encours**  
(en milliards de F CFP)

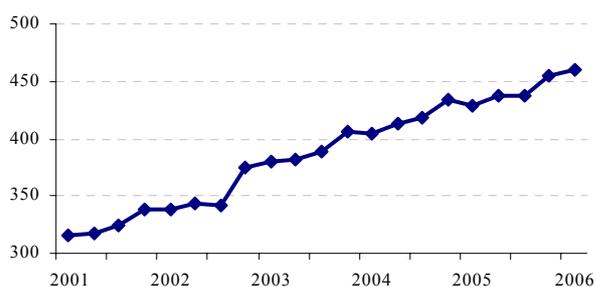


**Variations trimestrielles**  
(en glissement annuel)

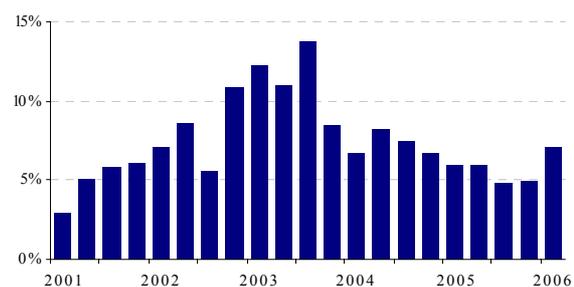


### Ensemble des crédits

**Encours**  
(en milliards de F CFP)



**Variations trimestrielles**  
(en glissement annuel)



## LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS SUR LA PLACE

### Crédits de trésorerie accordés aux entreprises

(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

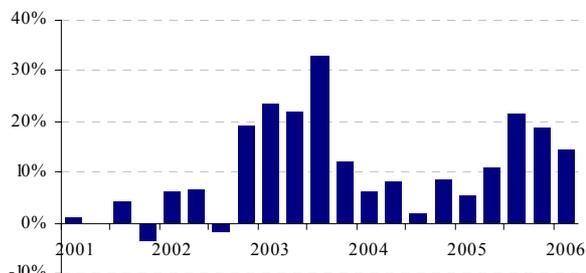
#### *Encours*

(en milliards de F CFP)



#### *Variations trimestrielles*

(en glissement annuel)

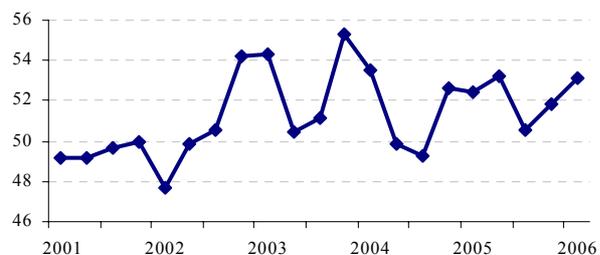


### Crédits à l'équipement accordés aux entreprises

(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

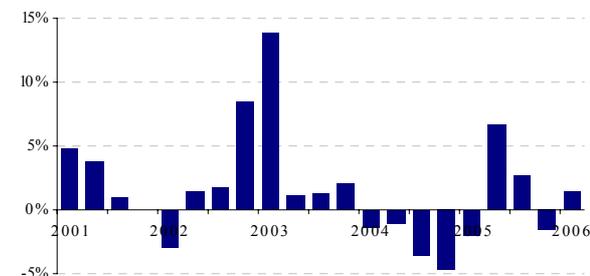
#### *Encours*

(en milliards de F CFP)



#### *Variations trimestrielles*

(en glissement annuel)



### Crédits de trésorerie accordés aux particuliers

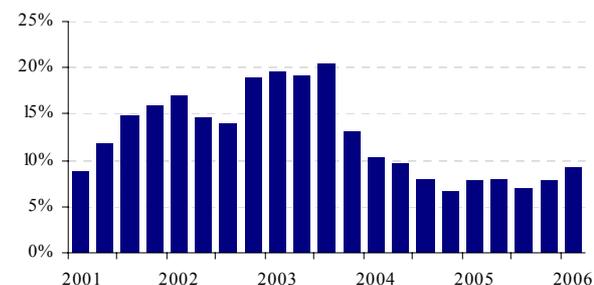
#### *Encours*

(en milliards de F CFP)



#### *Variations trimestrielles*

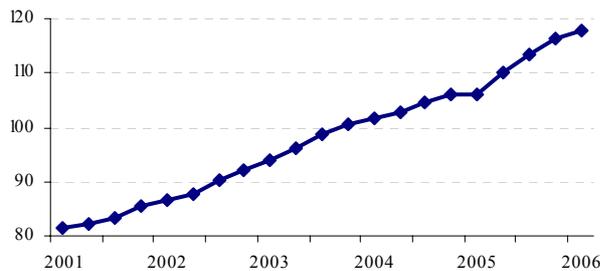
(en glissement annuel)



### Crédits à l'habitat accordés aux particuliers

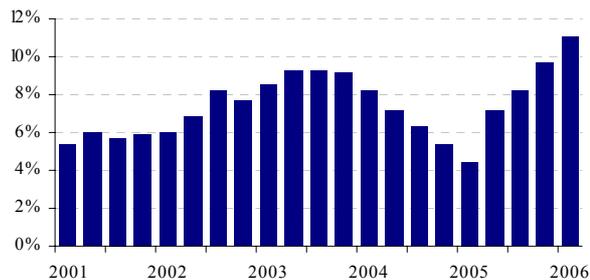
#### *Encours*

(en milliards de F CFP)



#### *Variations trimestrielles*

(en glissement annuel)



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.2.2 Concours accordés par les établissements de crédit situés dans la zone d'émission

### Commentaires :

Avec un encours global de 378,2 milliards de F CFP au terme du premier trimestre 2006, les crédits accordés par les établissements de crédit locaux ont poursuivi leur progression avec un rythme de croissance annuel plus élevé qu'un an auparavant (+9,5 % contre +7 % en mars 2005).

### Répartition et évolution des concours par catégorie

Au 31 mars 2006, la principale activité de crédit des banques locales a consisté en l'octroi de crédits de trésorerie, représentant 31,7 % de l'encours total. Leur progression a été significative : de 106,2 milliards de F CFP en mars 2005, ils sont passés à 120 milliards en mars 2006, soit +13 % sur les douze derniers mois.

Second poste en termes de volume avec un encours de 118,3 milliards de F CFP (31,3 % du total), les crédits à l'habitat ont également connu une hausse soutenue sur l'année, de l'ordre de 11,1 %. Les ménages polynésiens ont été particulièrement sensibles aux diverses mesures de soutien au logement prises par les pouvoirs publics (+9,7 %).

L'augmentation de l'encours des crédits d'équipement a été plus modérée, à 2 %, pour s'établir à 54,4 milliards de F CFP en mars 2006, contre 53,4 milliards au premier trimestre 2005.

L'analyse des indicateurs de vulnérabilité des agents économiques semble montrer une dégradation de leur situation financière. Les comptes ordinaires débiteurs ont augmenté de 6,7 % et les créances douteuses brutes de 18,1 %. Quant au taux de créances douteuses brutes, il est passé à 5,4 %, contre 5 % en mars 2005.

### Répartition et évolution des concours par agent économique

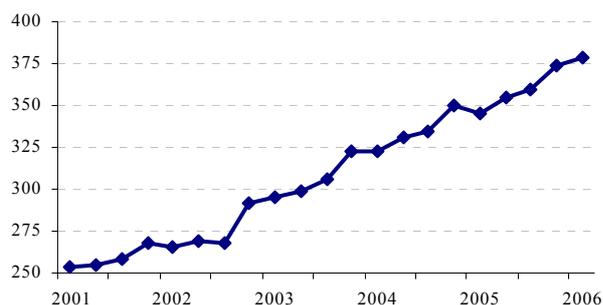
A fin mars 2006, la structure du portefeuille des banques locales par agent économique a peu évolué par rapport à la même période en 2005. Avec une augmentation de 9,4 %, l'encours des particuliers représente la moitié des concours accordés en valeur, soit 188,8 milliards de F CFP. Ces crédits ont été consacrés principalement au financement de leur habitat, avec 99 milliards de F CFP (+9,7 % en un an), et à celui de leur consommation, avec 74 milliards de F CFP (+10,5 %).

Avec un encours de 134,9 milliards de F CFP comptant pour 35,7 % du total octroyé, les concours de caractère bancaire accordés aux sociétés non financières se sont inscrits en hausse de 9,6 % en glissement annuel, contre 3,2 % à la même date un an plus tôt. Ce sont les besoins de crédits de trésorerie (+12,8 %) qui expliquent cette forte augmentation, alors que la demande de crédits d'équipement reste atone (+1,7 %). Il apparaît que en effet que la situation financière de ces agents s'est détériorée, en témoignent les augmentations sensibles de leurs découverts bancaires (+16,9 %) et de leurs créances douteuses brutes (+41,4 %).

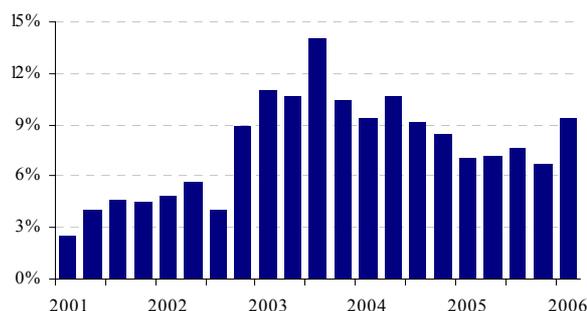
Les entrepreneurs individuels ont également vu l'encours de leurs prêts bancaires augmenter (+6,4 %) sous l'impulsion de leurs crédits de trésorerie (+25,1 %), doublée par celle des crédits à l'habitat (+17,8 %). En revanche, la hausse de leurs crédits d'équipement a été plus réduite (+2,2 %).

### Ensemble des crédits

**Encours**  
(en milliards de F CFP)



**Variations trimestrielles**  
(en glissement annuel)



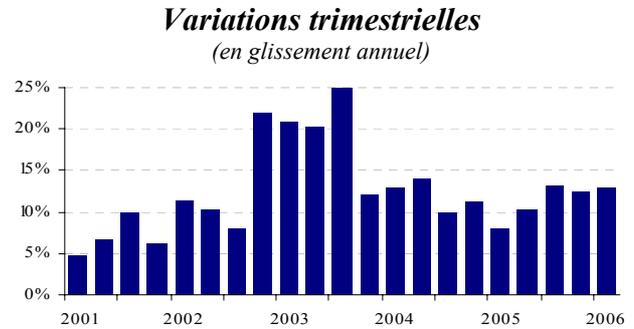
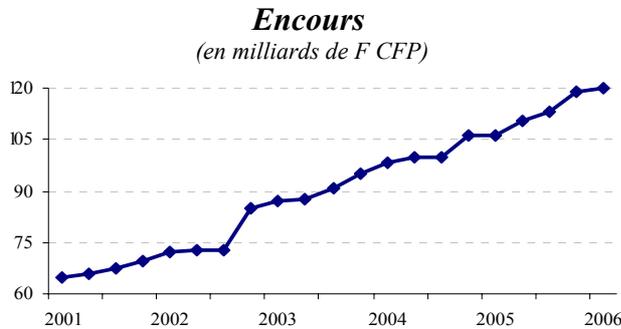
# 1. L'évolution monétaire et financière

CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE											
Etablissements de crédit situés dans la zone d'émission											
Montants en millions de F CFP	31/03/2005	30/06/2005	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	31/03/2005	30/09/2005	31/03/2006	31/03/2005	30/09/2005	31/03/2006
<b>Créances commerciales</b>	<b>2 639</b>	<b>3 194</b>	<b>3 317</b>	<b>3 649</b>	<b>2 696</b>	<b>-13,2%</b>	<b>-14,4%</b>	<b>2,2%</b>	<b>0,8%</b>	<b>0,9%</b>	<b>0,7%</b>
Sociétés non financières	2 487	2 997	3 085	3 376	2 494	-12,3%	-16,2%	0,3%	94,2%	93,0%	92,5%
Entrepreneurs individuels	152	197	232	217	191	-24,4%	24,1%	25,7%	5,8%	7,0%	7,1%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	56	11	-	-	-	-	-	-
Non résidents	-	0	0	0	-	-100,0%	-97,2%	-	-	0,0%	-
<b>Crédits de trésorerie</b>	<b>106 199</b>	<b>110 197</b>	<b>113 038</b>	<b>119 095</b>	<b>119 981</b>	<b>8,0%</b>	<b>13,2%</b>	<b>13,0%</b>	<b>30,7%</b>	<b>31,4%</b>	<b>31,7%</b>
Sociétés non financières	31 870	33 283	35 384	37 691	35 958	6,7%	22,6%	12,8%	30,0%	31,3%	30,0%
Entrepreneurs individuels	4 805	5 372	5 557	6 081	6 010	- 4,2%	13,7%	25,1%	4,5%	4,9%	5,0%
Particuliers	66 968	68 188	69 169	72 198	73 995	9,3%	9,1%	10,5%	63,1%	61,2%	61,7%
Autres agents résidents	2 523	3 325	2 893	3 097	3 817	16,8%	6,3%	51,3%	2,4%	2,6%	3,2%
Non résidents	32	29	35	28	201	54,7%	- 2,8%	518,7%	0,0%	0,0%	0,2%
<b>Crédits à l'équipement</b>	<b>53 362</b>	<b>53 560</b>	<b>53 104</b>	<b>53 339</b>	<b>54 417</b>	<b>7,4%</b>	<b>6,2%</b>	<b>2,0%</b>	<b>15,4%</b>	<b>14,8%</b>	<b>14,4%</b>
Sociétés non financières	42 705	42 775	41 650	41 943	43 418	2,8%	4,6%	1,7%	80,0%	78,4%	79,8%
Entrepreneurs individuels	5 006	5 134	5 067	5 111	5 118	- 8,9%	- 2,2%	2,2%	9,4%	9,5%	9,4%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	3 702	3 687	4 322	4 057	3 799	38,7%	42,9%	2,6%	6,9%	8,1%	7,0%
Non résidents	1 949	1 965	2 065	2 228	2 082	-	3,7%	6,8%	3,7%	3,9%	3,8%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>106 425</b>	<b>109 432</b>	<b>113 186</b>	<b>116 805</b>	<b>118 261</b>	<b>6,0%</b>	<b>9,1%</b>	<b>11,1%</b>	<b>30,8%</b>	<b>31,5%</b>	<b>31,3%</b>
Sociétés non financières	10 681	10 944	11 586	12 506	12 709	23,1%	20,6%	19,0%	10,0%	10,2%	10,7%
Entrepreneurs individuels	5 060	5 186	5 448	5 644	5 960	12,4%	14,4%	17,8%	4,8%	4,8%	5,0%
Particuliers	90 285	92 835	95 676	98 100	99 021	3,8%	7,5%	9,7%	84,8%	84,5%	83,7%
Autres agents résidents	93	88	82	127	120	-32,4%	-22,6%	28,5%	0,1%	0,1%	0,1%
Non résidents	304	379	394	428	452	174,3%	60,2%	48,5%	0,3%	0,3%	0,4%
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>20 471</b>	<b>19 140</b>	<b>22 125</b>	<b>20 454</b>	<b>21 846</b>	<b>3,0%</b>	<b>11,2%</b>	<b>6,7%</b>	<b>5,9%</b>	<b>6,2%</b>	<b>5,8%</b>
Sociétés non financières	14 152	13 374	16 899	14 632	16 543	3,5%	26,8%	16,9%	69,1%	76,4%	75,7%
Entrepreneurs individuels	1 215	1 499	1 556	1 556	1 384	-26,1%	20,2%	13,9%	5,9%	7,0%	6,3%
Particuliers	3 431	3 546	3 526	3 834	3 623	- 2,9%	5,7%	5,6%	16,8%	15,9%	16,6%
Autres agents résidents	1 342	691	116	394	260	33,0%	-92,2%	-80,6%	6,6%	0,5%	1,2%
Non résidents	330	30	28	38	36	ns	-93,8%	-89,1%	1,6%	0,1%	0,2%
<b>Autres crédits</b>	<b>36 313</b>	<b>39 083</b>	<b>34 323</b>	<b>39 594</b>	<b>38 656</b>	<b>13,7%</b>	<b>- 4,1%</b>	<b>6,5%</b>	<b>10,5%</b>	<b>9,5%</b>	<b>10,2%</b>
Sociétés non financières	19 397	21 398	17 830	22 395	21 461	- 6,6%	-20,5%	10,6%	53,4%	51,9%	55,5%
Entrepreneurs individuels	3 947	3 750	3 538	3 887	3 817	23,2%	-11,3%	- 3,3%	10,9%	10,3%	9,9%
Particuliers	9 533	9 831	9 942	8 855	8 845	26,4%	17,0%	- 7,2%	26,3%	29,0%	22,9%
Autres agents résidents	2 851	3 305	2 219	2 307	2 409	ns	371,1%	-15,5%	7,9%	6,5%	6,2%
Non résidents	585	798	794	2 150	2 124	ns	94,1%	263,3%	1,6%	2,3%	5,5%
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>6 470</b>	<b>5 895</b>	<b>6 192</b>	<b>6 610</b>	<b>7 191</b>	<b>30,6%</b>	<b>5,8%</b>	<b>11,2%</b>	<b>1,9%</b>	<b>1,7%</b>	<b>1,9%</b>
Sociétés non financières	1 770	1 566	1 866	1 645	2 339	- 6,6%	1,0%	32,1%	27,4%	30,1%	32,5%
Entrepreneurs individuels	2 222	1 156	1 223	1 415	1 362	102,1%	- 0,8%	-38,7%	34,4%	19,8%	18,9%
Particuliers	2 304	2 998	2 944	3 402	3 337	18,5%	13,2%	44,9%	35,6%	47,5%	46,4%
Autres agents résidents	7	7	4	10	8	-32,3%	-63,6%	8,0%	0,1%	0,1%	0,1%
Non résidents	166	168	155	138	145	ns	- 1,3%	-12,6%	2,6%	2,5%	2,0%
Autres concours non ventilés	2 890	1 860	1 966	1 928	2 079	-21,4%	-50,7%	-28,1%	2,3%	1,5%	1,5%
<b>TOTAL NET</b>	<b>334 768</b>	<b>342 361</b>	<b>347 251</b>	<b>361 474</b>	<b>365 127</b>	<b>7,3%</b>	<b>7,5%</b>	<b>9,1%</b>	<b>96,9%</b>	<b>96,6%</b>	<b>96,5%</b>
Sociétés non financières	123 063	126 338	128 300	134 188	134 922	3,2%	7,3%	9,6%	35,6%	35,7%	35,7%
Entrepreneurs individuels	22 409	22 294	22 621	23 911	23 842	5,9%	5,0%	6,4%	6,5%	6,3%	6,3%
Particuliers	172 522	177 397	181 257	186 389	188 821	7,0%	8,7%	9,4%	49,9%	50,4%	49,9%
Autres agents résidents	10 518	11 103	9 636	10 048	10 424	63,9%	23,2%	- 0,9%	3,0%	2,7%	2,8%
Non résidents	3 367	3 369	3 471	5 010	5 040	ns	5,2%	49,7%	1,0%	1,0%	1,3%
non ventilés par agents résidents	2 890	1 860	1 966	1 928	2 079	-21,4%	-50,7%	-28,1%	0,8%	0,5%	0,5%
<b>Provisions</b>	<b>10 677</b>	<b>11 987</b>	<b>12 374</b>	<b>12 399</b>	<b>13 065</b>	<b>- 1,5%</b>	<b>10,9%</b>	<b>22,4%</b>	<b>3,1%</b>	<b>3,4%</b>	<b>3,5%</b>
Sociétés non financières	2 891	3 090	3 729	3 144	4 250	-30,3%	5,8%	47,0%	0,8%	1,1%	1,2%
Entrepreneurs individuels	3 769	2 393	2 443	2 692	2 475	56,6%	3,9%	-34,3%	1,1%	0,7%	0,7%
Particuliers	3 943	6 488	5 884	6 281	6 062	- 7,4%	18,6%	53,7%	1,1%	1,7%	1,7%
Autres agents résidents	13	16	9	19	15	-46,3%	-57,1%	16,4%	0,0%	0,0%	0,0%
Non résidents	61	0	309	263	263	ns	3,3%	331,3%	0,0%	0,1%	0,1%
<b>Créances douteuses brutes</b>	<b>17 147</b>	<b>17 883</b>	<b>18 566</b>	<b>19 009</b>	<b>20 256</b>	<b>8,5%</b>	<b>9,2%</b>	<b>18,1%</b>	<b>4,9%</b>	<b>5,3%</b>	<b>5,8%</b>
Sociétés non financières	4 661	4 656	5 595	4 789	6 589	-22,9%	4,2%	41,4%	1,3%	1,6%	1,9%
Entrepreneurs individuels	5 991	3 549	3 666	4 107	3 837	70,8%	2,3%	-36,0%	1,7%	1,0%	1,1%
Particuliers	6 247	9 486	8 828	9 683	9 399	0,7%	16,7%	50,5%	1,8%	2,5%	2,7%
Autres agents résidents	20	23	13	29	23	-42,0%	-60,6%	13,3%	0,0%	0,0%	0,0%
Non résidents	227	168	464	401	408	ns	1,8%	79,9%	0,1%	0,1%	0,1%
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>345 445</b>	<b>354 349</b>	<b>359 625</b>	<b>373 873</b>	<b>378 192</b>	<b>7,0%</b>	<b>7,6%</b>	<b>9,5%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Taux créances douteuses brutes	5,0%	5,0%	5,2%	5,1%	5,4%						
Taux de provisionnement	62,3%	67,0%	66,6%	65,2%	64,5%						

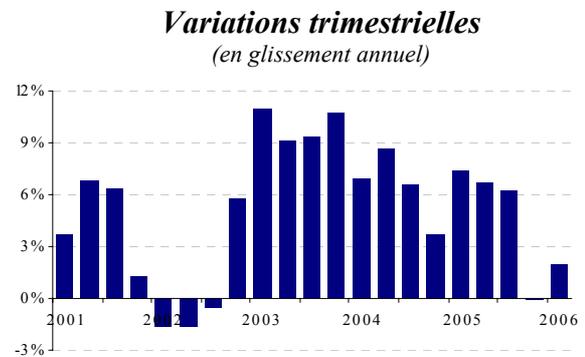
# 1. L'évolution monétaire et financière

## LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION

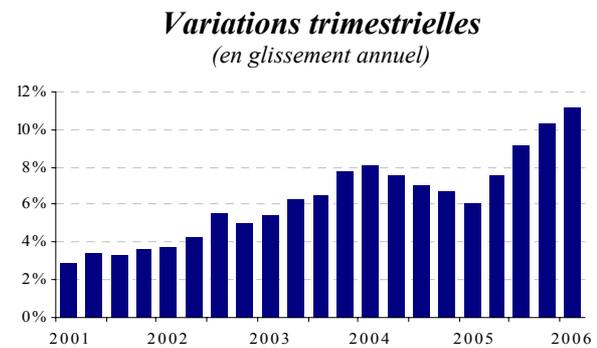
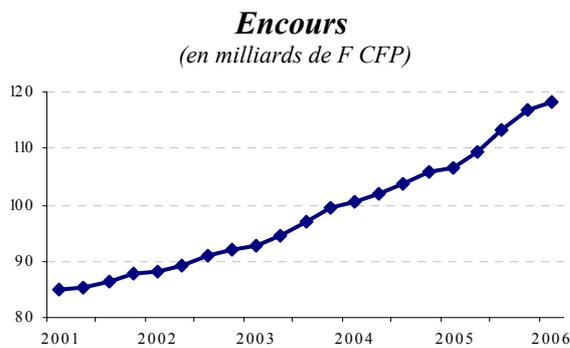
### Crédits de trésorerie



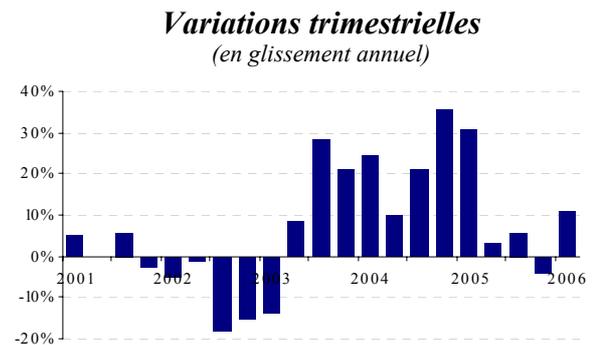
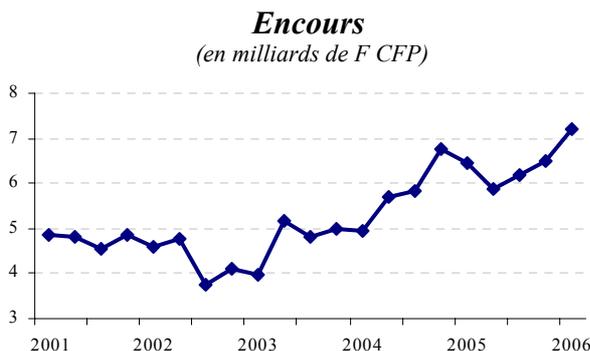
### Crédits à l'équipement



### Crédits à l'habitat

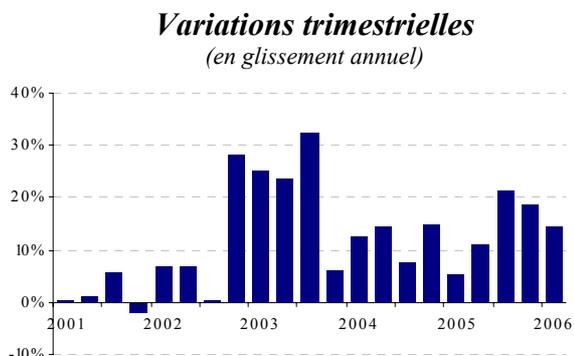
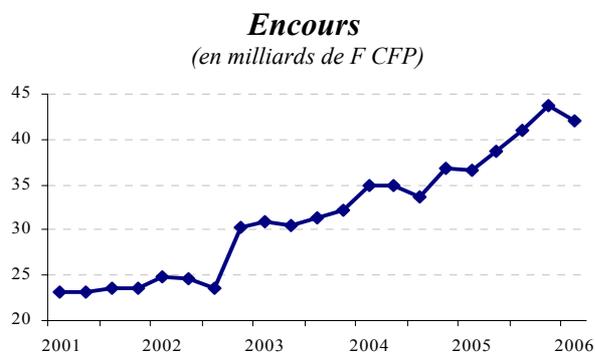


### Créances douteuses nettes

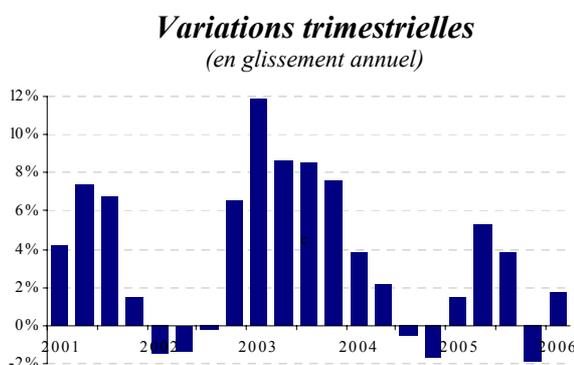
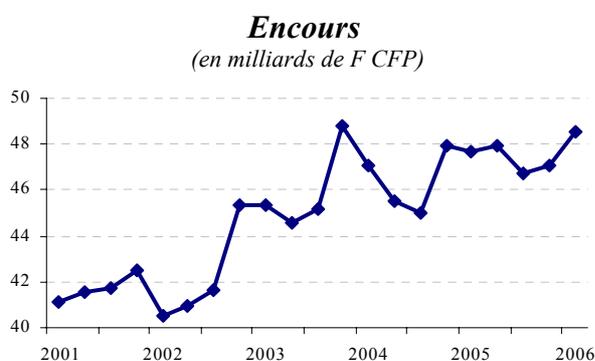


## LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION

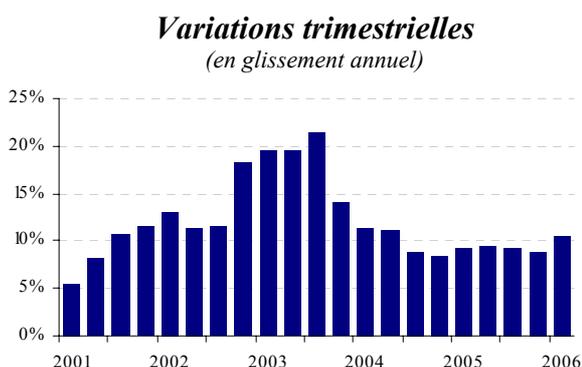
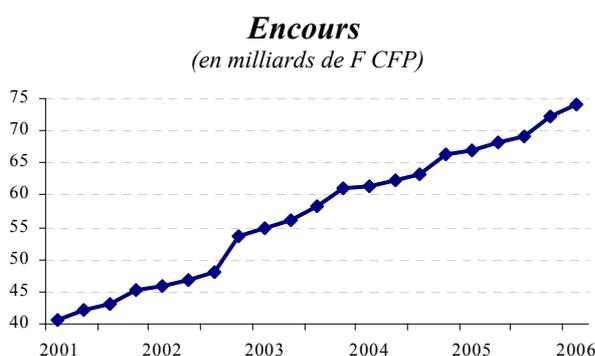
### Crédits de trésorerie accordés aux entreprises



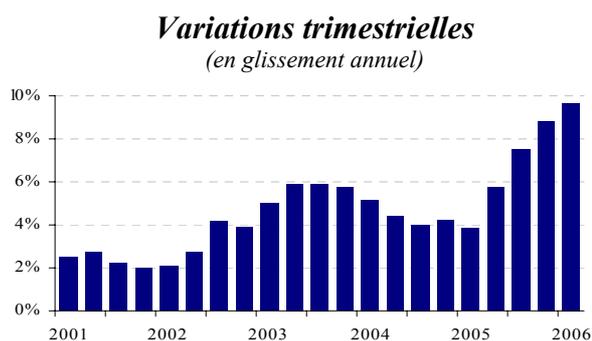
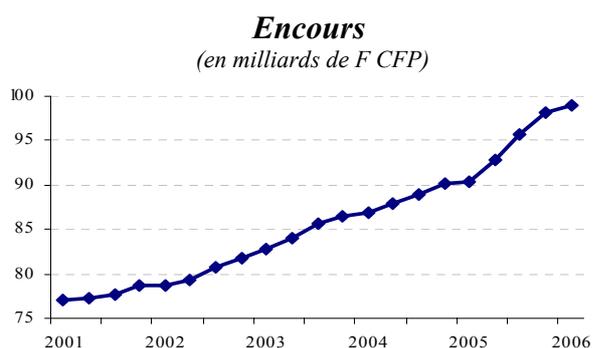
### Crédits à l'équipement accordés aux entreprises



### Crédits de trésorerie accordés aux particuliers



### Crédits à l'habitat accordés aux particuliers



## 1. L'évolution monétaire et financière

### 1.2.3 Concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission

#### Commentaires :

Les concours bancaires des établissements situés hors zone d'émission (HZE) regroupent les crédits accordés à des résidents polynésiens par des entités métropolitaines (Agence française de développement, Caisse des dépôts et consignations, DEXIA, NATEXIS Banques populaires, CASDEN...) ou européennes (Banque européenne d'investissement).

L'encours total de ces crédits s'est élevé à 81,1 milliards de F CFP au 31 mars 2006, en retrait de 2,7 % sur l'année (83,4 milliards de F CFP en mars 2005).

#### *Répartition et évolution des concours par catégorie*

Les crédits à l'équipement, qui ont constitué le principal poste des crédits accordés avec 54,9 milliards de F CFP (67,6 % du total), ont vu leur encours reculer de 5,7 % en l'espace d'un an (58,2 milliards à fin mars 2005).

A l'inverse, les crédits à l'habitat (24,5 % de l'encours), essentiellement consentis aux particuliers, ont montré des signes de vigueur : entre mars 2005 et mars 2006, ils sont passés de 17,7 milliards de F CFP à 19,9 milliards, soit +12,3 %.

Les crédits de trésorerie, sollicités par les particuliers, ont poursuivi leur tendance baissière, se repliant de 8,4 % sur l'année pour un montant de 3,4 milliards de F CFP.

#### *Répartition et évolution des concours par agent économique*

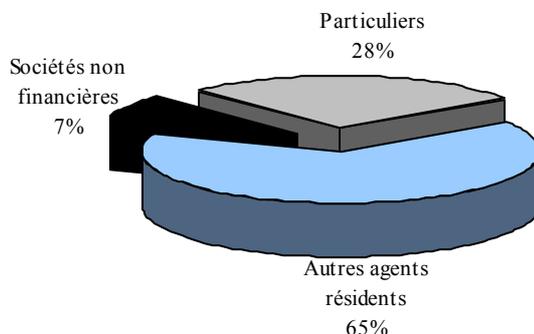
Au terme du premier trimestre 2006, l'encours des crédits octroyés par les établissements de crédit HZE aux autres agents résidents (regroupant essentiellement des administrations publiques locales) forme la part la plus importante des concours avec 64,8 % du total. En baisse de 5,6 % en glissement annuel, il s'est établi à 52,5 milliards de F CFP, dont 50,3 milliards de F CFP de crédits à l'équipement (-4,6 % entre mars 2005 et mars 2006).

L'encours des crédits bancaires consentis aux particuliers, en progression de 8 % en rythme annuel à 22,4 milliards de F CFP à fin mars 2006, a été principalement constitué de crédits à l'habitat (18,7 milliards de F CFP, +11,3 % sur l'année).

Pour leur part, les crédits destinés aux sociétés non financières, d'un montant de 5,7 milliards de F CFP, ont continué de décroître (-13 %) en raison d'un recours moindre aux crédits d'équipement (-16,4 %).

# 1. L'évolution monétaire et financière

## Ventilation par agent économique des concours octroyés par les établissements installés hors de la zone d'émission au 31 mars 2006

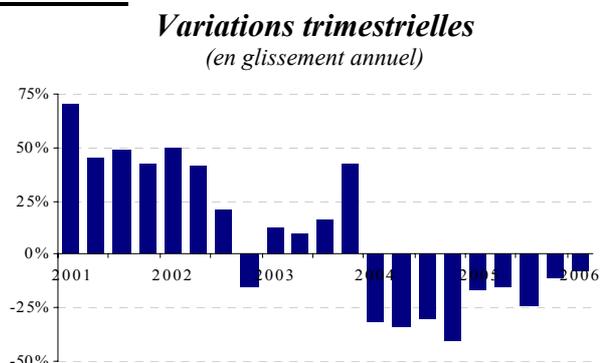
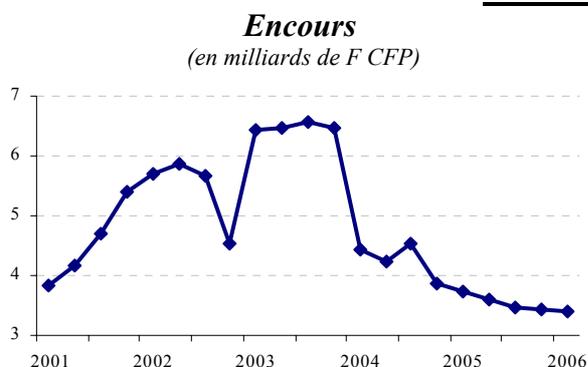


CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE											
Etablissements de crédit situés hors de la zone d'émission											
Montants en millions de F CFP	31/03/2005	30/06/2005	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	31/03/2005	30/09/2005	31/03/2006	31/03/2005	30/09/2005	31/03/2006
<b>Créances commerciales</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits de trésorerie</b>	<b>3 724</b>	<b>3 599</b>	<b>3 461</b>	<b>3 443</b>	<b>3 410</b>	<b>-16,1%</b>	<b>-23,9%</b>	<b>- 8,4%</b>	<b>4,5%</b>	<b>4,3%</b>	<b>4,2%</b>
Sociétés non financières	12	0	2	0	0	-	-	-	-	0,0%	-
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	3 712	3 599	3 459	3 443	3 410	-16,4%	-24,0%	- 8,1%	100,0%	99,9%	100,0%
Autres agents résidents	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits à l'équipement</b>	<b>58 199</b>	<b>56 988</b>	<b>53 850</b>	<b>55 303</b>	<b>54 868</b>	<b>0,0%</b>	<b>- 6,8%</b>	<b>- 5,7%</b>	<b>69,8%</b>	<b>66,8%</b>	<b>67,6%</b>
Sociétés non financières	5 518	5 316	3 866	4 751	4 611	-14,8%	-10,3%	-16,4%	9,5%	7,2%	8,4%
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	52 681	51 671	49 984	50 552	50 257	1,9%	- 6,5%	- 4,6%	90,5%	92,8%	91,6%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>17 686</b>	<b>18 165</b>	<b>17 695</b>	<b>19 238</b>	<b>19 865</b>	<b>17,0%</b>	<b>7,9%</b>	<b>12,3%</b>	<b>21,2%</b>	<b>21,9%</b>	<b>24,5%</b>
Sociétés non financières	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	16 820	17 353	17 695	18 090	18 717	15,4%	12,3%	11,3%	95,1%	100,0%	94,2%
Autres agents résidents	866	812	0	1 148	1 148	60,7%	-100,0%	32,6%	4,9%	-	5,8%
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Sociétés non financières	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
<b>Autres crédits</b>	<b>3 152</b>	<b>2 990</b>	<b>2 974</b>	<b>2 140</b>	<b>2 026</b>	<b>-10,8%</b>	<b>-12,1%</b>	<b>-35,7%</b>	<b>3,8%</b>	<b>3,7%</b>	<b>2,5%</b>
Sociétés non financières	1 008	962	943	881	861	-15,5%	-17,2%	-14,6%	32,0%	31,7%	42,5%
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	19	18	17	29	29	- 4,7%	-10,5%	52,6%	0,6%	0,6%	1,4%
Autres agents résidents	2 125	2 009	2 014	1 230	1 136	- 8,4%	- 9,4%	-46,5%	67,4%	67,7%	56,1%
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>219</b>	<b>219</b>	<b>2 672</b>	<b>922</b>	<b>974</b>	<b>-65,8%</b>	<b>90,7%</b>	<b>344,7%</b>	<b>0,3%</b>	<b>3,3%</b>	<b>1,2%</b>
Sociétés non financières	0	0	0	219	219	-	ns	ns	-	-	22,5%
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	100,0%	-	-	-
Particuliers	219	219	252	225	272	- 6,7%	-61,2%	24,2%	100,0%	9,4%	27,9%
Autres agents résidents	0	0	2 420	478	483	-	-	-	-	90,6%	49,6%
<b>TOTAL NET</b>	<b>82 980</b>	<b>81 959</b>	<b>80 652</b>	<b>81 046</b>	<b>81 143</b>	<b>1,3%</b>	<b>- 3,4%</b>	<b>- 2,2%</b>	<b>99,5%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Sociétés non financières	6 538	6 279	4 811	5 851	5 691	-14,8%	-22,4%	-13,0%	7,8%	6,0%	7,0%
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Particuliers	20 770	21 188	21 423	21 787	22 428	9,1%	2,2%	8,0%	24,9%	26,6%	27,6%
Autres agents résidents	55 672	54 493	51 997	52 930	52 541	2,0%	- 7,7%	- 5,6%	66,8%	64,5%	64,8%
<b>Provisions non ventilées</b>	<b>417</b>	<b>1 364</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>- 7,2%</b>	<b>-100,0%</b>	<b>-100,0%</b>	<b>0,5%</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>83 397</b>	<b>83 323</b>	<b>80 652</b>	<b>81 046</b>	<b>81 143</b>	<b>1,3%</b>	<b>- 3,9%</b>	<b>- 2,7%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Taux créances douteuses brutes	0,8%	1,9%	3,3%	1,1%	1,2%						
Taux de provisionnement	65,6%	86,2%	-	-	-						

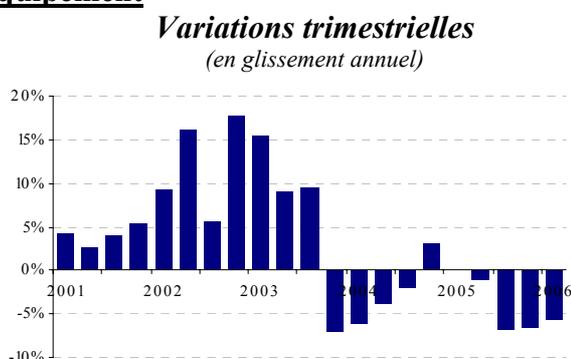
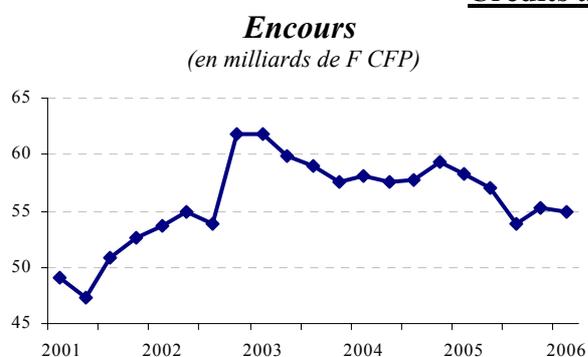
# 1. L'évolution monétaire et financière

## LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS HORS DE LA ZONE D'ÉMISSION

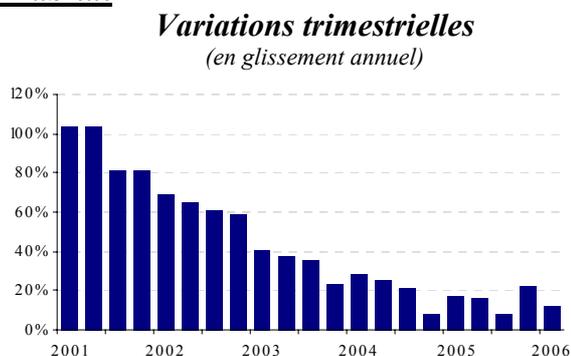
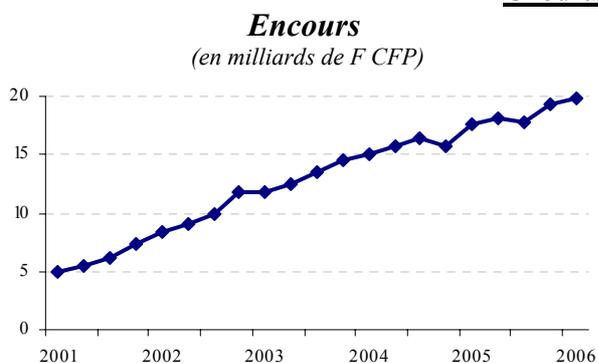
### Crédits de trésorerie



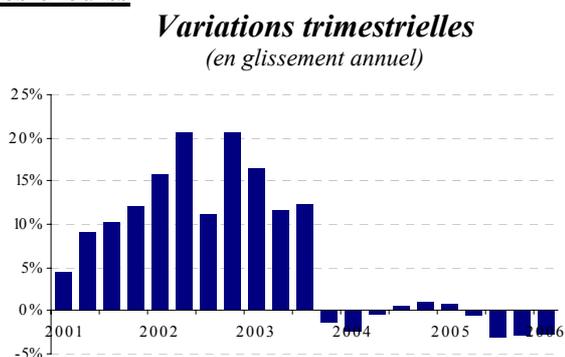
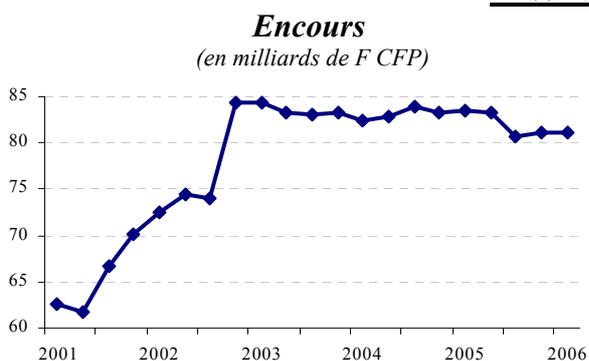
### Crédits à l'équipement



### Crédits à l'habitat



### Ensemble des crédits



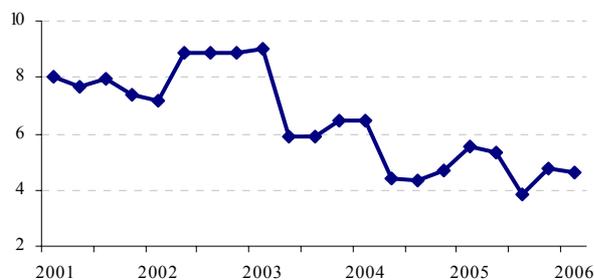
## LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS HORS DE LA ZONE D'ÉMISSION

### Crédits à l'équipement accordés aux entreprises

(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

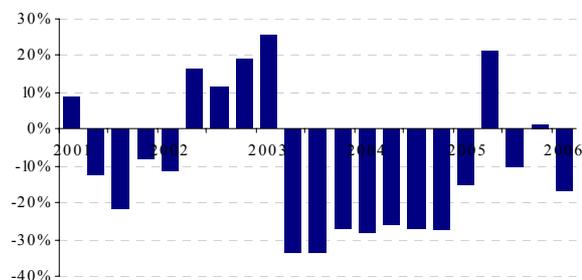
#### *Encours*

(en milliards de F CFP)



#### *Variations trimestrielles*

(en glissement annuel)

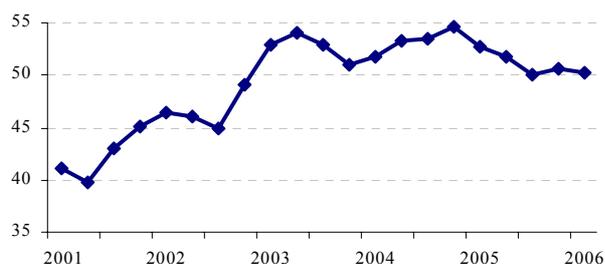


### Crédits à l'équipement accordés aux « autres agents résidents »

(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

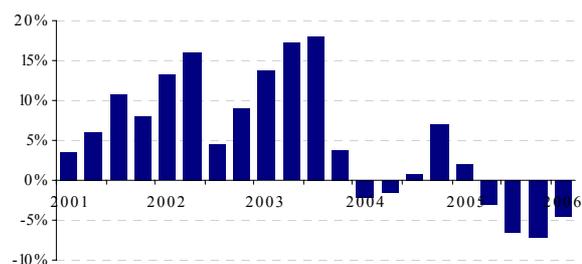
#### *Encours*

(en milliards de F CFP)



#### *Variations trimestrielles*

(en glissement annuel)



### Crédits de trésorerie accordés aux particuliers

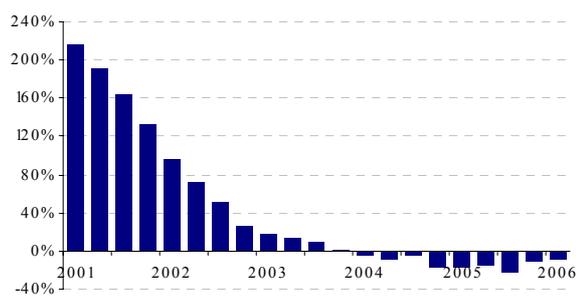
#### *Encours*

(en milliards de F CFP)



#### *Variations trimestrielles*

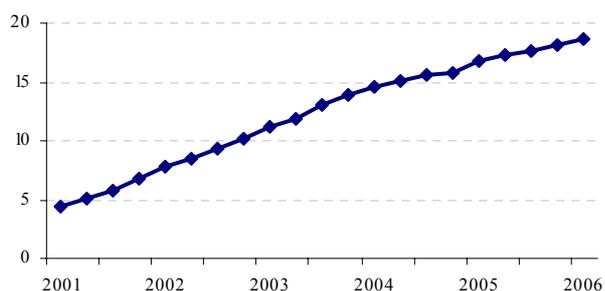
(en glissement annuel)



### Crédits à l'habitat accordés aux particuliers

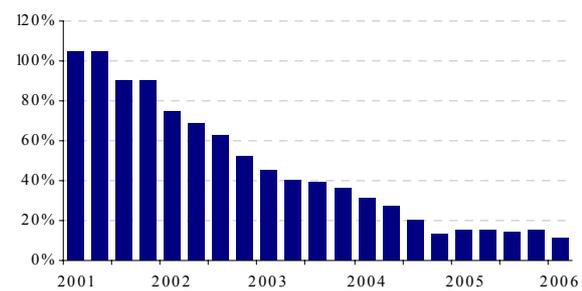
#### *Encours*

(en milliards de F CFP)



#### *Variations trimestrielles*

(en glissement annuel)



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.3 La masse monétaire et ses contreparties

### 1.3.1 Les composantes de la masse monétaire

#### Commentaires :

Au premier trimestre 2006, la masse monétaire M3 s'est élevée à 322,3 milliards de F CFP, contre 301,1 milliards un an auparavant, soit +7 % en glissement annuel, grâce à la progression des dépôts à terme de 15,4 % et à celle des dépôts à vue de 6 %.

En revanche, les comptes sur livret se sont inscrits en retrait de 4 % sur la période (77,1 milliards de F CFP contre 80,2).

Quant aux plans d'épargne logement, ils sont passés à 12,1 milliards de F CFP contre 10,2 en mars 2005, soit +19,1 %.

#### COMPOSANTES DE LA MASSE MONÉTAIRE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Montants en millions de F CFP	31/03/2005	30/06/2005	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	31/03/2005	30/09/2005	31/03/2006
<b>M1</b>								
<b>Circulation fiduciaire</b>	<b>10 108</b>	<b>10 038</b>	<b>10 345</b>	<b>11 475</b>	<b>11 040</b>	<b>12,5%</b>	<b>5,7%</b>	<b>9,2%</b>
- Billets	8 532	8 443	8 680	9 765	9 333	13,9%	5,1%	9,4%
- Pièces	1 576	1 595	1 665	1 710	1 707	5,3%	8,5%	8,3%
<b>Dépôts à vue</b>	<b>114 391</b>	<b>114 932</b>	<b>116 310</b>	<b>124 978</b>	<b>121 271</b>	<b>2,0%</b>	<b>3,6%</b>	<b>6,0%</b>
- Banques	107 368	108 779	109 800	118 380	111 183	2,2%	3,5%	3,6%
- O.P.T.	7 022	6 153	6 510	6 598	10 088	- 1,6%	5,3%	43,7%
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total M1</b>	<b>124 499</b>	<b>124 971</b>	<b>126 655</b>	<b>136 453</b>	<b>132 311</b>	<b>2,8%</b>	<b>3,7%</b>	<b>6,3%</b>
<b>M2 - M1</b>	<b>80 494</b>	<b>79 210</b>	<b>78 355</b>	<b>78 855</b>	<b>77 321</b>	<b>0,8%</b>	<b>- 5,1%</b>	<b>- 3,9%</b>
<b>Comptes sur livret</b>	<b>80 244</b>	<b>78 956</b>	<b>78 104</b>	<b>78 605</b>	<b>77 068</b>	<b>0,8%</b>	<b>- 5,1%</b>	<b>- 4,0%</b>
<b>Comptes d'épargne-logement</b>	<b>250</b>	<b>254</b>	<b>251</b>	<b>250</b>	<b>253</b>	<b>6,6%</b>	<b>9,0%</b>	<b>1,3%</b>
<b>Total M2</b>	<b>204 992</b>	<b>204 181</b>	<b>205 010</b>	<b>215 308</b>	<b>209 632</b>	<b>2,0%</b>	<b>0,2%</b>	<b>2,3%</b>
<b>M3 - M2</b>	<b>96 106</b>	<b>97 576</b>	<b>104 159</b>	<b>113 656</b>	<b>112 627</b>	<b>1,5%</b>	<b>13,6%</b>	<b>17,2%</b>
<b>Dépôts à terme</b>	<b>75 764</b>	<b>74 382</b>	<b>78 851</b>	<b>82 580</b>	<b>87 422</b>	<b>5,2%</b>	<b>16,6%</b>	<b>15,4%</b>
- Banques	75 764	74 382	78 851	82 580	87 422	5,2%	16,6%	15,4%
- O.P.T.	-	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Bons</b>	<b>12 801</b>	<b>12 789</b>	<b>12 220</b>	<b>13 590</b>	<b>13 538</b>	<b>- 9,0%</b>	<b>-12,6%</b>	<b>5,8%</b>
<b>Certificats de dépôt</b>	<b>7 542</b>	<b>10 405</b>	<b>13 088</b>	<b>17 486</b>	<b>11 667</b>	<b>-12,5%</b>	<b>29,9%</b>	<b>54,7%</b>
<b>Total M3</b>	<b>301 099</b>	<b>301 756</b>	<b>309 169</b>	<b>328 964</b>	<b>322 259</b>	<b>1,8%</b>	<b>4,3%</b>	<b>7,0%</b>
<b>P1</b>	<b>10 183</b>	<b>10 609</b>	<b>11 200</b>	<b>11 921</b>	<b>12 130</b>	<b>28,9%</b>	<b>26,5%</b>	<b>19,1%</b>
(Epargne contractuelle)								
<b>Plans d'épargne-logement</b>	<b>10 183</b>	<b>10 609</b>	<b>11 200</b>	<b>11 921</b>	<b>12 130</b>	<b>28,9%</b>	<b>26,5%</b>	<b>19,1%</b>
Compte d'épargne à long terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres cptes d'épargne à rég spéc	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>M3 + P1</b>	<b>311 281</b>	<b>312 366</b>	<b>320 369</b>	<b>340 885</b>	<b>334 389</b>	<b>2,5%</b>	<b>5,0%</b>	<b>7,4%</b>

# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.3.2 Les contreparties de la masse monétaire

### Commentaires :

Ce sont les évolutions des concours sur ressources monétaires (6,6 % en rythme annuel) et des avoirs hors zone d'émission (+8,6 %) qui ont contribué à l'accroissement de la masse monétaire, tandis que les créances du Trésor public, constituent une contrepartie marginale de la masse monétaire.

Les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédits locaux ont crû de 5,8 %, passant de 64,8 milliards de F CFP à fin mars 2005 à 68,6 milliards un an après.

Dans le même temps, leurs engagements hors zone d'émission ont augmenté de 19,9 % pour s'élever à 81,5 milliards de F CFP.

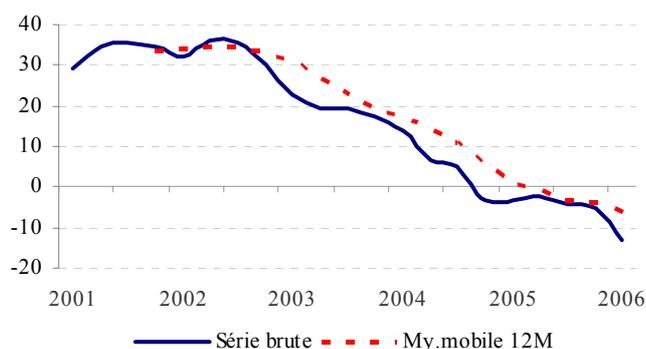
Leur position extérieure nette, résultat de la différence entre les avoirs et les engagements, est passée de -3,2 milliards de F CFP à -13 milliards entre mars 2005 et mars 2006.

### CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE EN POLYNESIE FRANCAISE

Montants en millions de F CFP	Montants en millions de F CFP					Variations annuelles en %		
	31/03/2005	30/06/2005	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	31/03/2005	30/09/2005	31/03/2006
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>84 074</b>	<b>85 224</b>	<b>84 582</b>	<b>94 194</b>	<b>91 298</b>	<b>30,0%</b>	<b>16,3%</b>	<b>8,6%</b>
Institut d'émission	19 291	19 012	19 496	21 116	22 742	17,2%	14,2%	17,9%
Etablissements de crédit locaux (*)	64 783	66 212	65 086	73 078	68 558	34,4%	17,0%	5,8%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>- 14</b>	<b>- 585</b>	<b>- 603</b>	<b>- 454</b>	<b>- 454</b>	<b>-101,7%</b>	<b>53,8%</b>	<b>ns</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>217 038</b>	<b>217 118</b>	<b>225 190</b>	<b>235 224</b>	<b>231 415</b>	<b>- 5,7%</b>	<b>0,5%</b>	<b>6,6%</b>
Concours de caractère bancaire des EC locaux	345 445	354 349	359 625	373 786	378 192	7,2%	7,6%	9,5%
<b>Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)</b>	<b>128 407</b>	<b>137 231</b>	<b>134 435</b>	<b>138 562</b>	<b>146 777</b>	<b>39,6%</b>	<b>22,0%</b>	<b>14,3%</b>
Excédents des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	22 867	26 336	24 118	21 370	26 078	- 7,0%	- 5,4%	14,0%
Provisions sur créances douteuses	10 677	11 987	12 374	12 400	13 065	- 1,3%	10,9%	22,4%
Engagements hors zone d'émission (*)	68 001	68 516	69 565	78 510	81 513	98,4%	37,7%	19,9%
Epargne contractuelle	10 183	10 609	11 200	11 921	12 130	28,9%	26,5%	19,1%
Divers	16 678	19 783	17 178	14 361	13 991	15,8%	21,2%	-16,1%
<b>Total M3</b>	<b>301 099</b>	<b>301 756</b>	<b>309 169</b>	<b>328 964</b>	<b>322 259</b>	<b>1,8%</b>	<b>4,3%</b>	<b>7,0%</b>
<b>Position extérieure nette du système bancaire local *</b>	<b>- 3 218</b>	<b>- 2 304</b>	<b>- 4 479</b>	<b>- 5 432</b>	<b>- 12 955</b>	<b>-123,1%</b>	<b>-187,3%</b>	<b>302,5%</b>

### Position extérieure nette du système bancaire local

(en milliards de F CFP)



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.4 L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédits locaux

### 1.4.1 Le financement des crédits bancaires

#### Commentaires :

Les ressources des établissements de crédits proviennent pour 79 % des dépôts. Diminués des encaisses, ces derniers ont atteint 309,3 milliards de F CFP à fin mars 2006, contre 290,6 milliards l'année précédente, soit +6,4 %.

Le financement sur ressources propres, pour sa part, a compté pour 10 %, soit un montant de 39,1 milliards de F CFP. Les opérations de réescompte sont demeurées marginales et ne sont intervenues qu'à hauteur de 1,8 % du total des ressources avec une valeur de 6,6 milliards de F CFP (7,7 milliards à fin mars 2005). Enfin les ressources extérieures (la position extérieure nette) sont passées de 3,2 milliards à 13 milliards (3% des ressources globales des établissements de crédits).

Les réserves obligatoires constituées auprès de l'IEOM représentent 3,4 % du total des emplois des banques.

#### FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 MARS 2005

en millions de F CFP

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	345 445	97,59%	Dépôts collectés - encaisses	290 573	82,09%
Réserves obligatoires	8 519	2,41%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	33 544	9,48%
Réserves libres	2	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	18 976	5,36%
			Réescompte	7 653	2,16%
			Position extérieure nette des EC	3 218	0,91%
<b>Total emplois</b>	<b>353 965</b>	<b>100%</b>	<b>Total ressources</b>	<b>353 965</b>	<b>100%</b>

#### FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 SEPTEMBRE 2005

en millions de F CFP

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	359 625	97,19%	Dépôts collectés - encaisses	293 214	79,24%
Réserves obligatoires	10 390	2,81%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	43 423	11,74%
Réserves libres	2	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	22 286	6,02%
			Réescompte	6 614	1,79%
			Position extérieure nette des EC	4 479	1,21%
<b>Total emplois</b>	<b>370 017</b>	<b>100%</b>	<b>Total ressources</b>	<b>370 017</b>	<b>100%</b>

0

#### FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 MARS 2006

en millions de F CFP

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	378 192	96,60%	Dépôts collectés - encaisses	309 226	78,98%
Réserves obligatoires	13 310	3,40%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	39 145	10,00%
Réserves libres	0	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	23 214	5,93%
			Réescompte	6 962	1,78%
			Position extérieure nette des EC	12 955	3,31%
<b>Total emplois</b>	<b>391 502</b>	<b>100%</b>	<b>Total ressources</b>	<b>391 502</b>	<b>100%</b>



### 1.4.2 L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée

#### Commentaires :

##### Les opérations interbancaires

Les ressources des établissements de crédit locaux se sont élevées à 103,6 milliards de F CFP au terme du premier trimestre 2006, en hausse de 15,4 % sur l'année (89,8 milliards au 31 mars 2005). Celles-ci ont été principalement constituées de ressources durables, à plus d'un an : leur montant s'est élevé à 67,4 milliards de F CFP, soit 65 % du total.

A l'inverse, les emplois, d'un montant de 91,6 milliards de F CFP (+12,3 % en un an), sont principalement à court terme puisque les opérations inférieures à un an ont représenté une part de 65 %.

Le solde des opérations interbancaires au premier trimestre 2006 atteignait 12 milliards de F CFP (8,2 milliards au premier trimestre 2005).

##### Les opérations avec la clientèle

L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée se retrouve inversé pour les opérations avec la clientèle. En effet, s'agissant des emplois, ce sont ceux qui sont supérieurs à un an qui prédominent : sur 365,3 milliards de F CFP en mars 2006, ils en représentaient 75,1 %, avec un montant de 274,3 milliards de F CFP.

En revanche, les ressources dont disposent les établissements de crédit locaux sont essentiellement constituées de dépôts d'une durée inférieure à un an. Ces derniers se sont élevés à 284,2 milliards de F CFP, soit 87,2 % de l'ensemble des ressources (325,7 milliards de F CFP).

Les opérations avec la clientèle ont dégagé un solde de -39,5 milliards de F CFP au premier trimestre 2006, contre -36,4 milliards un an plus tôt.

# 1. L'évolution monétaire et financière

## EQUILIBRE EMPLOIS-RESSOURCES EN FONCTION DE LA DUREE

En millions de F CFP

30/03/2006	Total général	Sans terme	JJ	< 1 mois	< 3 mois	< 6 mois	< 12 mois	< 5 ans	> 5 ans
<b>OPERATIONS INTERBANCAIRES</b>									
<b>EMPLOIS</b>									
Caisse	4 684	4 684							
Banques centrales et OPT	13 344		13 344						
Comptes ordinaires débiteurs	8 315		8 315						
Comptes et prêts à terme dont réseau	64 281		1 292	12 265	10 298	8 337	5 322	19 608	7 160
Val. reçues en pension à terme	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts à la clientèle financière	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VNI, créances douteuses et créances rattachées	990	990	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total emplois</b>	<b>91 614</b>	<b>5 674</b>	<b>22 950</b>	<b>12 265</b>	<b>10 298</b>	<b>8 337</b>	<b>5 322</b>	<b>19 608</b>	<b>7 160</b>
<b>RESSOURCES</b>									
Banques centrales et OPT	34	0	34						
Comptes ordinaires créditeurs	16 857	0	16 857						
Comptes et emprunts à terme dont réseau	79 084	0	437	1 990	2 847	6 429	7 340	41 223	18 818
Val. données en pension à terme	6 962	0	1 254	5 708	0	0	0	0	0
Emprunts auprès de la clientèle financière	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres sommes dues, dettes rattachées	669	669	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total ressources</b>	<b>103 606</b>	<b>669</b>	<b>18 582</b>	<b>7 698</b>	<b>2 847</b>	<b>6 429</b>	<b>7 340</b>	<b>41 223</b>	<b>18 818</b>
<b>RESSOURCES - EMPLOIS</b>	<b>11 992</b>	<b>-5 005</b>	<b>-4 368</b>	<b>-4 567</b>	<b>-7 451</b>	<b>-1 907</b>	<b>2 017</b>	<b>21 615</b>	<b>11 658</b>
Cumul		-5 005	-9 373	-13 940	-21 390	-23 298	-21 280	334	11 992
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>									
<b>EMPLOIS</b>									
Comptes ordinaires débiteurs	21 846	0	21 846	0	0	0	0	0	0
Valeurs reçues en pension	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Crédits à la clientèle	327 957	0	34	25 264	16 283	17 702	37 566	143 118	87 991
VNI, créances douteuses et créances rattachées	9 068	9 068	0	0	0	0	0	0	0
Prêts subordonnés à terme	1 350	0	0	15	27	35	68	471	734
Crédit-bail et opérations assimilées	5 064	-134		147	292	430	829	3 424	78
Titres de placement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total emplois</b>	<b>365 285</b>	<b>8 934</b>	<b>21 880</b>	<b>25 425</b>	<b>16 601</b>	<b>18 167</b>	<b>38 463</b>	<b>147 013</b>	<b>88 803</b>
<b>RESSOURCES</b>									
Comptes ordinaires créditeurs	121 271	881	120 390	0	0	0	0	0	0
Valeurs données en pension	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes sur livrets et divers	89 451	0	77 289	3 574	815	957	2 903	2 944	969
Comptes créditeurs à termes	87 422	0	-5 550	29 305	21 472	12 704	12 591	12 850	4 050
Bons de caisse et bons d'épargne	13 538	0	0	2 795	2 066	3 406	3 353	1 919	0
Titres de créances négociables	11 667	0	0	11 473	194	0	0	0	0
Autres sommes dues, dettes rattachées	2 398	2 398	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total ressources</b>	<b>325 747</b>	<b>3 279</b>	<b>192 129</b>	<b>47 147</b>	<b>24 546</b>	<b>17 067</b>	<b>18 846</b>	<b>17 713</b>	<b>5 019</b>
<b>RESSOURCES - EMPLOIS</b>	<b>-39 538</b>	<b>-5 655</b>	<b>170 250</b>	<b>21 721</b>	<b>7 945</b>	<b>-1 100</b>	<b>-19 616</b>	<b>-129 300</b>	<b>-83 784</b>
Cumul		-5 655	164 595	186 317	194 261	193 162	173 545	44 245	-39 538
Excédent cap.perm.sur Val. Imm.	26 078	0	0	0	0	0	0	0	0

## 2. Rappel des taux

### 2.1 Taux administrés

#### 2.1.1 Taux d'intérêt légal

Aux termes de la loi n° 75-619 du 11 juillet 1975 modifiée par la loi du 23 juillet 1989, le taux de l'intérêt légal est fixé pour la durée de l'année civile. Il est égal à la moyenne arithmétique des douze dernières moyennes mensuelles des taux de rendement actuariel des adjudications de bons du Trésor à treize semaines. Il s'agit d'un taux applicable à toute indemnisation pour un retard dans l'exécution d'une obligation contractuelle ou légale.

2001	2002	2003	2004	2005	2006
4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %	2,05 %	2,11 %

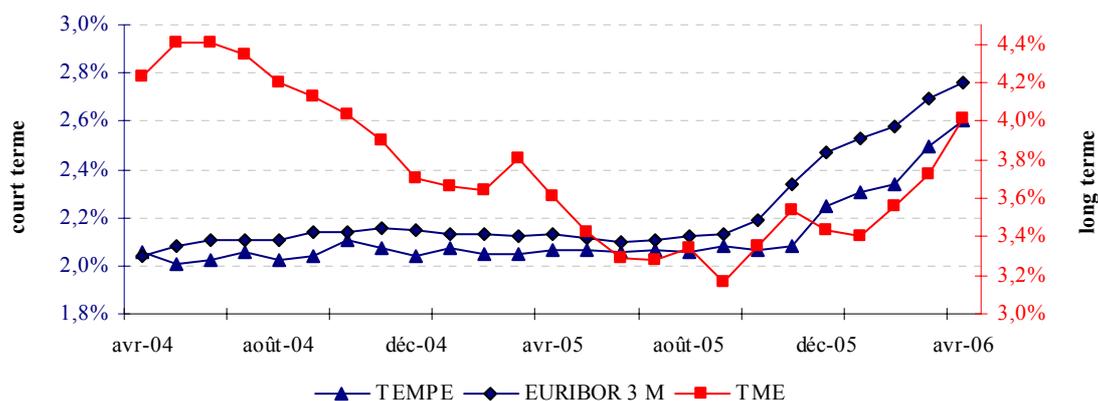
#### 2.1.2 Taux d'intervention de l'IEOM

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	15/06/2006	1,75%	5,00% 5,85 % à 6,30 % (Taux SGFGAS depuis le 01/05/06)
taux de réescompte des crédits aux entreprises	06/06/2006	2,00%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	
taux de la facilité de prêt marginal	15/06/2006	3,75%	
taux de l'escompte de chèques	15/06/2006	3,75%	

## 2.2 Taux du marché

### 2.2.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire

	déc-05	janv-06	févr-06	mars-06	avr-06
TEMPE (Taux moyen pondéré en euros)	2,2632%	2,3232%	2,3518%	2,5206%	2,6303%
EURIBOR 3 mois (Taux interbancaire offert en euro)	2,4880%	2,5470%	2,6010%	2,7190%	2,7920%
TME (Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme)	3,43%	3,40%	3,56%	3,72%	4,01%



### 2.2.2 Taux de base bancaire de la Polynésie française

Ce taux n'est défini par aucun texte légal ou réglementaire, mais son usage s'est dégagé des pratiques de la profession. En théorie, ce taux de référence est librement fixé par chaque banque sur la base du taux prévalant en Métropole. Cependant, en pratique, un alignement s'opère entre les banques locales. La dernière modification du taux de base bancaire de la Polynésie Française remonte au 1<sup>er</sup> octobre 2004. Il est de 7,40% depuis cette date.

#### Evolution du taux de base bancaire moyen pondéré entre 1999 et 2003 (en %)

Mai-00	Sept-00	Fév-01	Déc-02	Fév-03	Juil-03	Oct-04
7,40	7,90	8,10	8,10	7,85	7,60	7,40

### 2.3 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1<sup>er</sup> août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;
- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

#### 2.3.1 Crédits aux particuliers

Seuils de l'usure	2e trim. 2005	3e trim. 2005	4e trim. 2005	1er trim. 2006	2e trim. 2006
<b>Prêts immobiliers</b>					
- Prêts à taux fixe	6,29%	6,03%	5,87%	5,72%	5,80%
- Prêts à taux variable	5,69%	5,53%	5,48%	5,36%	5,48%
- Prêts relais	6,20%	5,92%	5,72%	5,63%	5,68%
<b>Autres prêts</b>					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 XPF	19,60%	19,87%	19,76%	19,67%	20,21%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 XPF	16,53%	16,77%	17,44%	17,37%	17,81%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 XPF	8,87%	8,29%	8,33%	7,89%	8,40%

## 2. Rappel des taux

### 2.3.2 Crédits aux personnes morales et aux personnes physiques

<i>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	2ème trimestre 2006
Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,76%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	5,55%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	5,99%
Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,33%
Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	8,44%

<i>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	2ème trimestre 2006
Découverts en compte	13,33%

### 2.4 Enquête de l'IEOM sur le coût du crédit

#### 2.4.1 Coût du crédit aux particuliers

L'enquête sur le coût du crédit aux particuliers, réalisée par l'IEOM a porté sur les déclarations des établissements de crédit locaux pendant les mois de janvier et février 2006.

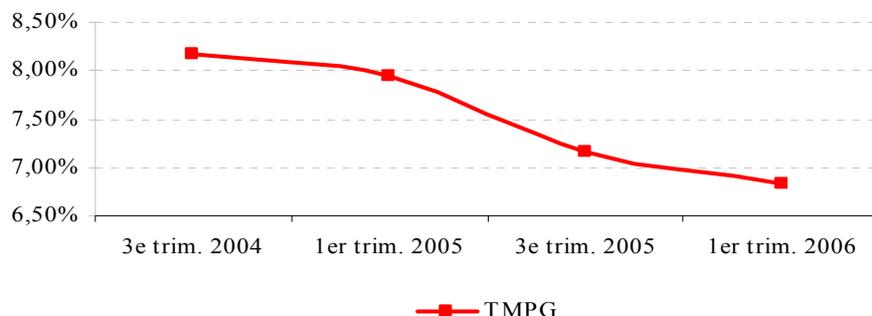
Celle-ci a permis de recenser 4.719 nouveaux crédits d'un montant global de 10,3 milliards de F CFP. Si leur nombre a peu évolué en un an (4.738 au premier trimestre 2005), leur valeur a progressé de 18% (8,7 milliards de F CFP).

Les résultats de l'enquête font ressortir une nouvelle baisse du taux moyen pondéré global des établissements de la place. Celui-ci a en effet baissé de 111 points de base en l'espace d'un an (6,84 % contre 7,95 %). Cette tendance baissière est observée sur les différentes catégories de crédits aux particuliers.

#### *Evolution des taux moyens du crédit aux particuliers*

	3e trim. 2004	1er trim. 2005	3e trim. 2005	1er trim. 2006	Variations annuelles
Prêts immobiliers	6,16%	5,73%	5,49%	5,29%	-44 pb
Prêts immobiliers relais	6,28%	6,56%	5,54%	5,33%	-123 pb
Prêts personnels < 181 920 F CFP	13,23%	14,12%	13,99%	13,78%	-34 pb
Découverts	10,70%	10,56%	9,62%	9,02%	-154 pb
Prêts personnels > 181 920 F CFP	8,55%	7,96%	7,94%	7,24%	-72 pb
<b>TMPG</b>	<b>8,17%</b>	<b>7,95%</b>	<b>7,17%</b>	<b>6,84%</b>	<b>-111 pb</b>

### Evolution du taux moyen pondéré des crédits aux particuliers



### 2.4.2 Coût du crédit aux entreprises

L'enquête sur le coût du crédit aux entreprises menée auprès des établissements de crédit locaux de janvier à février 2006 a recensé 764 déclarations de nouveaux prêts d'un montant total de 7,8 milliards de F CFP.

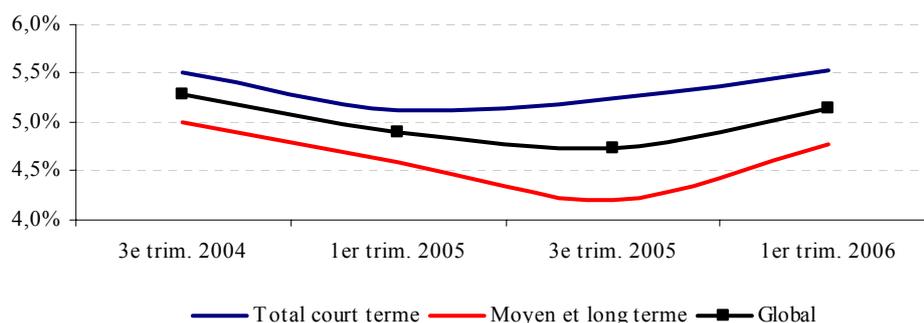
En hausse de 25 points de base par rapport à l'enquête de janvier-février 2005, le TMPG (taux moyen pondéré global) a atteint 5,15 %, contre 4,90 précédemment.

Le coût du crédit a été tiré vers le haut par les découverts (36 % des financements), dont la croissance du TMP de 100 points de base (6,01 % contre 5,01 %) n'a pas été compensée par la baisse du TMP de l'escompte de 192 points (5,31 % contre 7,23 %). A long terme, le taux moyen des concours accordés a crû de 18 points.

#### *Evolution des taux moyens du crédit aux entreprises*

	3e trim. 2004	1er trim. 2005	3e trim. 2005	1er trim. 2006	Variations annuelles
Escompte	7,70%	7,23%	5,93%	5,31%	-192 pb
Découverts	5,79%	5,01%	5,01%	6,01%	100 pb
Autres crédits à court terme	3,59%	4,39%	5,09%	4,37%	-2 pb
<b>Total court terme</b>	<b>5,50%</b>	<b>5,12%</b>	<b>5,24%</b>	<b>5,53%</b>	<b>41 pb</b>
Moyen et long terme	5,01%	4,60%	4,21%	4,78%	18 pb
<b>Global</b>	<b>5,28%</b>	<b>4,90%</b>	<b>4,73%</b>	<b>5,15%</b>	<b>25 pb</b>

### Coût du crédit aux entreprises





L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires ;**
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer ;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

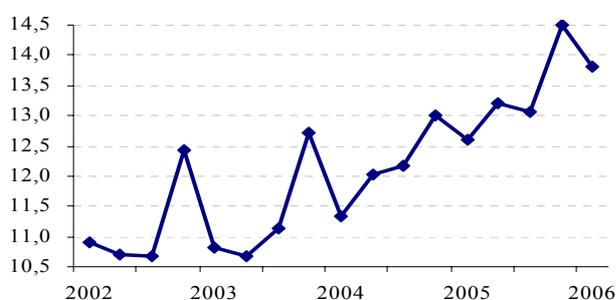
### 3. Autres activités de l'IEOM

#### 3.1 L'émission de la monnaie fiduciaire

##### 3.1.1 L'émission de billets CFP

L'émission nette de billets F CFP a connu une contraction annuelle de 3 % en volume et de 4,7 % en valeur pour atteindre 5.089.416 billets en mars 2006 représentant un montant de 13,8 milliards de F CFP. Sur douze mois, les coupures ont enregistré les variations en volume suivantes : -3,6 % pour les 10.000 F CFP, -12,1 % pour les 5.000 F CFP, -2,3 % pour les 1.000 F CFP et -0,4 % pour les 500 F CFP.

**Emissions nettes de billets en valeur**  
(en milliards de F CFP)

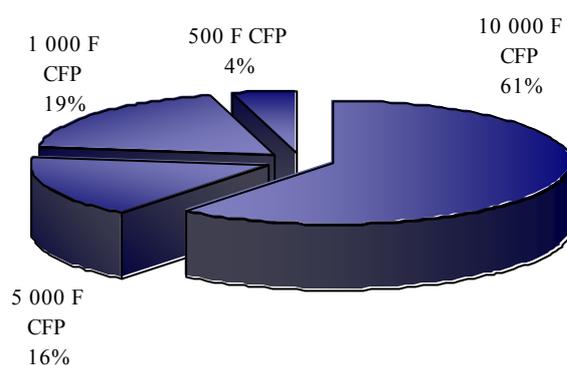


**Emissions nettes de billets en volume**  
(en milliers d'unités)

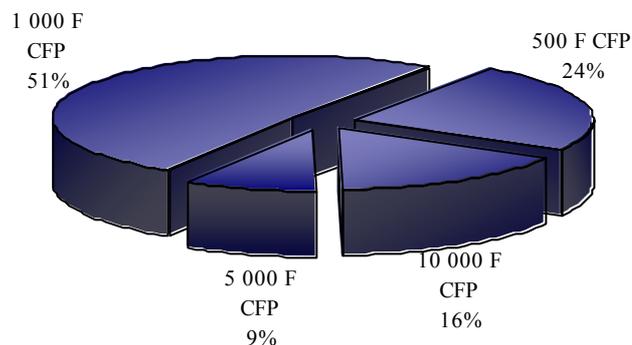


#### **Répartition de l'émission nette cumulée de billets CFP au 31 mars 2006**

Répartition en valeur



Répartition en volume



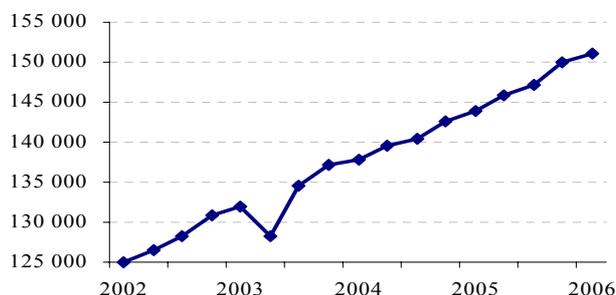
#### 3.1.2 L'émission de pièces CFP

L'émission nette de pièces a progressé de 0,8 % en rythme annuel, représentant un total de 151,2 millions d'unités. En valeur, elle s'est maintenue à 1,7 milliard de F CFP. L'évolution numéraire annuelle par pièce est la suivante : -0,6 % pour les 100 F CFP, -0,7 % pour les 50 F CFP, +0,1 % pour les 20 F CFP, +0,4 % pour les 10 F CFP, +1,1 % pour les 5 F CFP, +0,9 % pour les 2 F CFP et +1,3 % pour les 1 F CFP.

**Emissions nettes de pièces en valeur**  
(en milliards de F CFP)

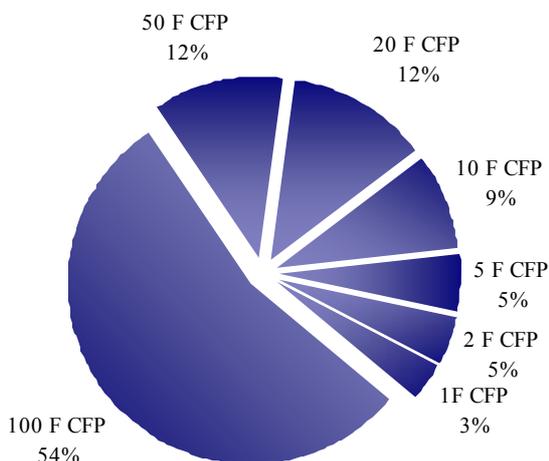


**Emissions nettes de pièces en volume**  
(en milliers d'unités)

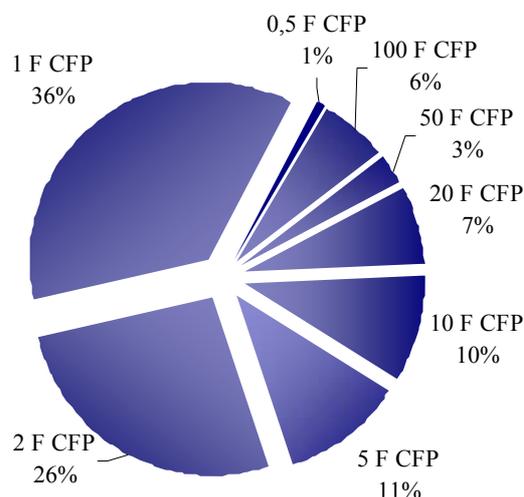


**Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de pièces CFP au 31 mars 2006**

Répartition en valeur



Répartition en volume

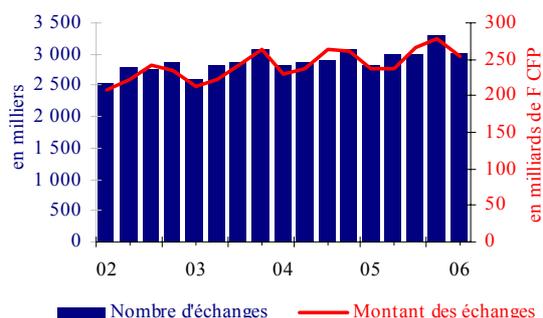


### 3. Autres activités de l'IEOM

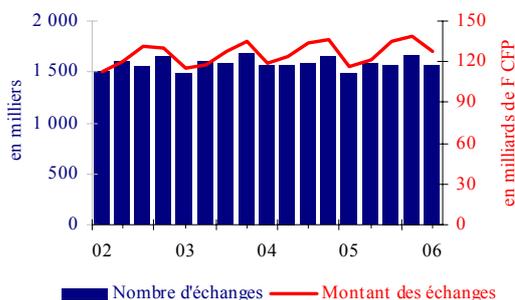
#### 3.2 Les systèmes d'échanges

La chambre de compensation de Papeete a connu une croissance de son activité sur le premier trimestre 2006 comparativement aux trois premiers mois de l'année 2005. Le nombre d'opérations traitées et leur valeur ont tous deux augmenté de 7,4 %, s'établissant respectivement à 3 millions (2,8 millions en mars 2005) et 253,7 milliards de F CFP (236,3 milliards).

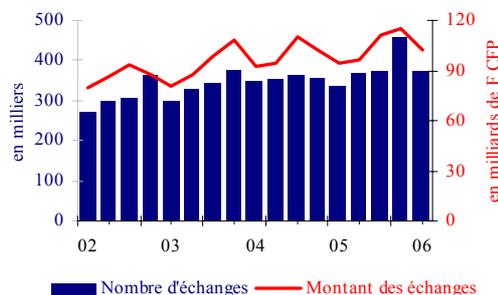
##### Compensation des échanges de valeurs



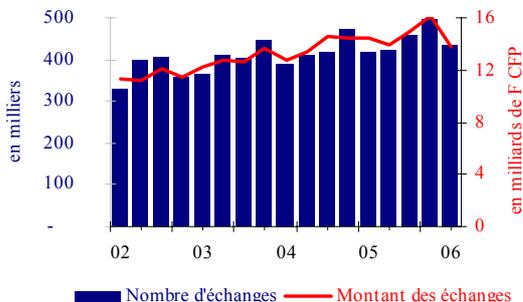
##### Compensation des chèques



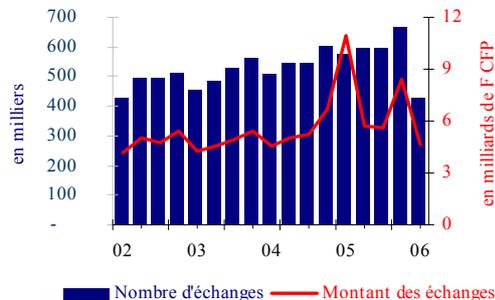
##### Compensation des virements



##### Compensation des effets, avis de prélèvement et titres interbancaires



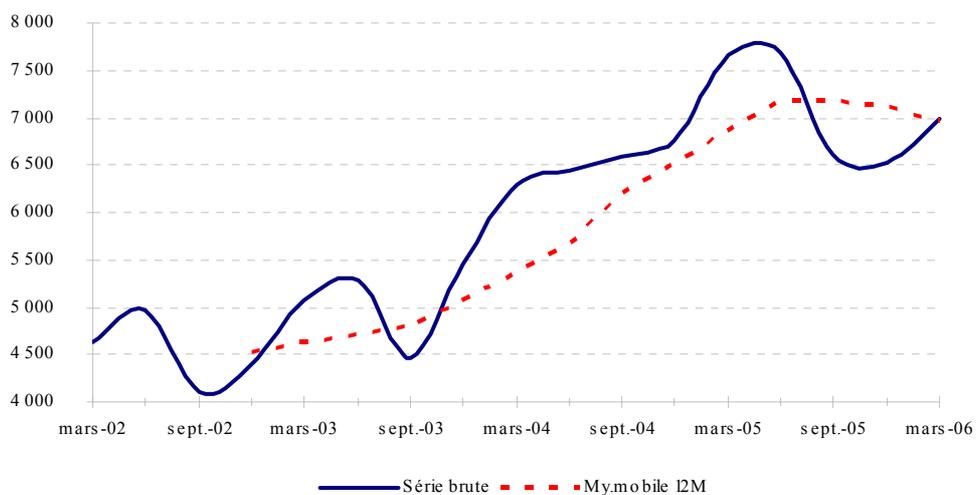
##### Compensation des opérations monétiques



#### 3.3 Le refinancement

Au 31 mars 2006, le portefeuille des crédits mobilisés par les établissements de crédit locaux auprès de l'IEOM a atteint 7 milliards de F CFP, contre 7,7 milliards en mars 2005. Ce repli de 9 % en glissement annuel résulte des baisses conjuguées des engagements à moyen terme (-9,6 %) et des mobilisations à court terme (-7,8 %).

#### Mobilisation des crédits (en millions de F CFP)



**INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER**  
**BP 583 - 98713 PAPEETE**

Directeur de la publication : Patrick BESSE  
Responsable de la rédaction : JP. DERANCOURT  
Editeur : IEOM - Etablissement public  
21 rue du Docteur CASSIAU – PAPEETE

Achévé d'imprimer en juin 2006  
Dépôt légal : juin 2006- N° ISSN 0296-3116